



Alger	: 29°	20°
Oran	: 28°	21°
Annaba	: 34°	17°
Béjaïa	: 28°	18°
Tamanrasset:	34°	22°

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Tebboune félicite la gymnaste Kaylia Nemour pour sa médaille d'argent aux Mondiaux de gymnastique

P. 24

CONSEIL DE LA NATION

L'article 2 du projet de loi relatif à la protection des terres relevant des domaines de l'Etat soumis à la commission paritaire

P. 4

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement poursuit la mise en œuvre du programme du président de la République (Benabderrahmane)

P. 24

PATRIMOINE CULTUREL

L'Algérie récupère l'épée de l'Emir Abdelkader

L'ambassadeur de l'Algérie à Paris, Saïd Moussi, a remis à la ministre de la Culture et de Arts, Soraya Mouloudji, l'épée de l'Emir Abdelkader, une pièce archéologique à haute valeur historique qui était programmée à la vente aux enchères à Paris (France), indique un communiqué du ministère.

L'opération intervient dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le renforcement de la protection du patrimoine culturel national, la sauvegarde de la mémoire collective, et la restitution des biens culturels à l'étranger, précise la même source.

P. 24



VACANCES SCOLAIRES 2023-2024

Le ministère de l'Éducation nationale arrête les dates

P. 3

APN

Le ministre de la Communication présente le projet de loi relatif à l'activité audiovisuelle devant la commission spécialisée

P. 16

AQUACULTURE

Ouargla, région "pilote" en aquaculture (ministre)

P. 6

SANTÉ

**ANÉMIE
Ce n'est pas forcément un manque de fer**

P. 12-13

FOOTBALL

RÉUNION WALID SADI - PRÉSIDENTS DE CLUBS DE LIGUE 1 MOBILIS

"Le dialogue a été responsable et fructueux" (FAF)

P. 21



PRIX NOBEL

Le Nobel d'économie décerné à l'Américaine Claudia Goldin

P. 17

JETS DE PIERRE SUR LES TRAINS

Arrestation de 23 individus par la Gendarmerie Nationale

P. 8

CONSEIL DE LA NATION Une délégation aux travaux de la 69^e session de l'AP-OTAN à Copenhague



Une délégation du Parlement algérien participe à la séance plénière de la 69^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire (AP) de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), dont les travaux ont débuté lundi à Copenhague, en présence de la Première ministre danoise, indique un communiqué du Conseil de la nation.

L'AP-OTAN décernera le prix "femmes pour la paix et la sécurité" au titre de l'année 2023, pour distinguer la femme qui encourage la participation égale des femmes et des hommes dans le domaine de la paix et de la sécurité et la prévention de toute forme de violence dans les situations de conflit.

Le Parlement algérien est représenté à ces travaux par Aissa Naïli, président de la commission de la défense nationale, Mohamed Faouzi Bendjaballah et Ayoub Hamad, députés à l'Assemblée populaire nationale

EDUCATION Prorogation du délai de dépôt des requêtes de réintégration jusqu'à mercredi (ministère)



Le ministère de l'Education nationale a annoncé, mardi, la prorogation du délai de dépôt des requêtes de réintégration des élèves au titre de l'année scolaire 2023/2024 jusqu'à mercredi à 12h00.

Le ministère a indiqué, dans un communiqué, qu'en vertu du calendrier modifié de mise en œuvre des procédures de réintégration des élèves au titre de l'année scolaire 2023/2024, "le délai de dépôt des requêtes de réintégration des élèves pour l'année scolaire 2023/2024 a été prorogé jusqu'à mercredi 11 octobre à 12h00, en vue de la tenue, le jeudi 12 octobre, d'une réunion du conseil de classe au niveau de chaque collège et lycée".

"Les parents des élèves concernés seront informés de l'acceptation de la réintégration de leurs enfants par le directeur de l'établissement éducatif et via l'espace Parents, le 14 octobre, tandis que les élèves concernés rejoindront les établissements éducatifs le dimanche 15 octobre 2023", ajoute la même source.

BORDJ BOU ARRERIDJ 167 licences exceptionnelles d'exploitation de nouvelles lignes de transport pour les zones reculées

Au total, 167 licences exceptionnelles ont été approuvées pour l'exploitation de nouvelles lignes de transport répondant aux besoins des habitants des zones reculées de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué, lundi, le directeur des transports, Amar Laouar.

Une mesure qui a permis aux services locaux en charge du secteur des transports de bénéficier de 167 nouvelles licences, couvrant ainsi le déficit enregistré dans les zones reculées qui connaissent une pénurie de transporteurs et de lignes, a fait savoir M. Laouar.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 2 morts et 105 blessés en zones urbaines le week-end dernier



Deux (2) personnes ont trouvé la mort et 105 autres ont été blessées dans 89 accidents de la route survenus au niveau des zones urbaines durant le week-end dernier, selon un bilan des services de la Sûreté nationale publié lundi.

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents, selon les services compétents de la Sûreté nationale.

Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) réitère son appel aux usagers de la voie publique à la prudence et au respect du code de la route, rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24 pour tout signalement.

7 élèves blessés à Sidi Semiane (Tipasa)

Sept (7) élèves ont été blessés dans un accident de la circulation survenu lundi, dans la commune montagnaise de Sidi Semiane, sur les hauteurs de Cherchell (wilaya Tipasa), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya.

Les 7 blessés étaient à bord d'un véhicule touristique qui a dérapé avant de percuter un arbre, sur le chemin de wilaya (CW) N103 reliant Sidi Semiane à Sidi Ghilès, a précisé la même source.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus pour évacuer les élèves souffrant de "diverses blessures" vers l'hôpital de Sidi Ghilès, où ils ont été pris en charge, a-t-on ajouté.

A noter que le wali de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta, s'est rendu à l'hôpital de Sidi Ghilès pour s'enquérir de l'état de santé des élèves et de leur prise en charge, ont indiqué les services de la wilaya.

ORAN Relogement de plus de 1.300 familles dans des logements décentes à Oued Tlelat



Quelque 1.337 familles résidant au quartier illicite "Ras El Ain" de la ville d'Oran ont été relogées, lundi dans des logements décentes situés dans la commune de Oued Tlelat, a-t-on constaté.

L'opération de relogement a été lancée, touchant une partie des résidents du quartier illicite "Ras El Ain", dès les premières heures de la matinée, en présence des services de la daïra, de l'APC d'Oran et des services de sécurité.

L'opération s'est déroulée dans de bonnes conditions, avec la mobilisation de dizaines d'engins, tracteurs et autres engins pour la démolition des habitations illicites dans lesquelles les familles relogées résidaient, et ce immédiatement après la fin de leur relogement.

Plusieurs familles bénéficiaires de cette opération ont exprimé, dans des déclarations à l'APS, leur joie d'obtenir un logement décent, après des années de souffrance.

CONSTANTINE Un atelier de confiseries non conforme

Un atelier de confiseries non conforme a été découvert à la cité El Berda, relevant du secteur urbain de Djebel Ouahch, à Constantine, a-t-on appris lundi auprès des services de la direction du commerce et de la promotion des exportations.

L'opération a été menée suite à l'exploitation d'informations après le dépôt d'une plainte par un citoyen, signalant qu'un individu utilisait un local pour fabriquer des produits sucrés, sans respect des normes, a déclaré un cadre au service de la qualité et de la protection du consommateur de la même direction, Faïçal Gaghim, qui a affirmé que la perquisition du local a permis la saisie de 26,704 tonnes de sucreries et de matières premières.

Pour rappel, un dossier pénal a été établi à l'encontre de la personne impliquée dans cette affaire et a été transférée aux instances judiciaires compétentes.

M'SILA Démantèlement d'un réseau national de vol de véhicules et de falsification de documents

Les éléments de la brigade de recherche de la gendarmerie nationale à M'sila ont démantelé un réseau national spécialisé dans le vol de véhicules et la falsification de leurs dossiers de base et administratifs ainsi que de leurs caractéristiques techniques, a indiqué lundi, dans un communiqué, la cellule de communication du groupement de wilaya de ce corps constitué.

L'opération a permis de saisir 73 dossiers de base, de récupérer 21 véhicules et d'identifier les personnes suspectes, a ajouté la source, précisant que ce coup de filet de lutte contre le crime organisé a été mené à la suite de l'exploitation d'informations parvenues aux gendarmes.

La brigade de recherche de la gendarmerie nationale à M'sila a établi un dossier sur l'affaire qui sera soumis au procureur de la République territorialement compétent, a conclu le document.

KHENCHELA Saisie de psychotropes

Au total, 298.200 comprimés psychotropes ont été saisis par les éléments de la brigade polyvalente des douanes à Khenchela relevant des services de l'inspection divisionnaire des douanes d'Oum El Bouaghi et la direction régionale de Tébessa, apprend-on lundi auprès de la cellule de communication de cette direction.

La même source a précisé que suite à l'exploitation d'informations relatives à la présence d'un groupe criminel qui allait passer par le territoire de la wilaya une importante quantité de psychotropes à bord d'un véhicule utilitaire, les éléments de la brigade ont dressé un barrage routier ayant permis d'intercepter le véhicule suspect.

La fouille du véhicule a permis de saisir 298.200 comprimés psychotropes et d'emmener le chauffeur au siège de la brigade pour la suite de l'enquête avant de transférer le dossier de l'affaire aux autorités judiciaires compétentes, est-il précisé.

BOLIVIE Cinq voyageurs morts après la crue d'une rivière dans un canyon bolivien

Cinq voyageurs sont morts et un autre est porté disparu après la crue d'une rivière au cours du week-end dernier dans un site touristique populaire de la ville de Cochabamba, dans le centre de la Bolivie, ont déclaré lundi les autorités locales.

Les corps de quatre personnes, deux hommes et deux femmes, ont été retrouvés dimanche par les habitants et les sauveteurs dans le quartier de Tablas Monte, lieu de la tragédie.

Le cinquième corps a été découvert lundi près d'une cascade, a confirmé la police locale.

Les voyageurs sont arrivés samedi à Tablas Monte et ont fait le tour de la rivière en barque dans l'après-midi avant que de fortes pluies ne fassent monter le niveau de l'eau qui a fini par les emporter.

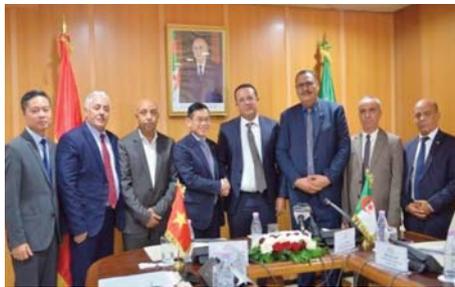
APN

Installation du groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Vietnam"

Le groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Vietnam" a été installé lundi au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le but de consolider les relations entre les deux pays dans divers domaines, notamment la coopération parlementaire.

A cet occasion, le vice-président de l'APN chargé des Relations extérieures, Moudir Bouden, a précisé que l'installation de ce groupe d'amitié est considérée comme le fruit du renouveau de l'amitié entre les deux pays lequel remonte à avant l'indépendance, la République du Vietnam ayant été l'un des premiers pays non arabes à reconnaître le gouvernement provisoire algérien en 1958, soulignant "la volonté de l'Algérie de développer les relations politiques profondes entre les deux pays à un niveau plus large et plus profond dans tous les domaines".

M. Bouden a également exprimé son vœu de voir le groupe parlementaire d'amitié contribuer "à activer le protocole de coopération signé entre les deux institutions législatives et œuvrer à la



coordination des consultations dans les fora internationaux". De son côté l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam à Alger, Tran Quoc Khanh a indiqué que l'installation du groupe parlementaire d'amitié coïncidait avec les préparatifs des deux pays pour la tenue de la Grande commission mixte à Hanoï les 16, 17 et 18 octobre",

soulignant à cet égard sa disponibilité pour hisser les relations bilatérales au niveau des aspirations de la volonté politique et populaire et de les développer pour inclure divers domaines économiques et commerciaux." Dans ce contexte, le directeur de l'Asie centrale et orientale au ministère des affaires étrangères, Miloud

Benmakhoul a mis en évidence l'importance de l'installation de ce groupe parlementaire qui coïncide, a-t-il dit, avec la célébration du 61 anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, qui partagent des positions communes sur de nombreuses questions internationales et cherchent à établir une phase de qualité dans le sens du développement de leurs relations dans divers domaines".

De son côté, le président du groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Vietnam", Salah Djeghloul a affirmé sa ferme conviction que ce groupe constituera "un lien solide et fort pour la diplomatie parlementaire entre les deux pays amis", le considérant comme "un acquis qui s'ajoute au bilan des relations bilatérales enracinées dans la profondeur de l'histoire".

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Thème d'une journée d'études du MSP

La Déclaration de politique générale du Gouvernement a été le thème d'une journée d'études organisée, lundi à Alger, par le groupe parlementaire du Mouvement de la société pour la paix (MSP), durant laquelle l'accent a été mis sur les différents paramètres adoptés dans l'examen et l'analyse du bilan d'activité du Gouvernement durant une année entière.

Dans son allocution d'ouverture de cette rencontre, tenue au siège du Parti, le président du MSP, Abdelali Hassani Cherif, a fait savoir que cette journée d'études visait à "examiner les détails de la Déclaration de politique générale du

Gouvernement devant être soumise, mardi, à l'Assemblée populaire nationale (APN), car étant une responsabilité qui incombe au groupe parlementaire du Parti".

Les cadres et les députés du MSP "s'emploieront à l'examen de la Déclaration selon une méthode analytique approfondie et une vision examinatrice et objective à la fois", a-t-il précisé.

Et d'affirmer que le MSP "exploitera, durant cette rencontre directorale, tous moyens constitutionnels et juridiques mis à sa disposition pour débattre du bilan du Gouvernement selon des critères transparents et objectifs", affichant

"la conviction du Mouvement de l'utilité de l'opposition politique afin de consacrer la réforme et lutter contre la corruption". Intervenant à cette occasion, le président du Groupe parlementaire du MSP, Ahmed Sadouk a expliqué qu'à travers ce débat, l'on cherche à "mesurer, aux yeux des citoyens, le rendement du Gouvernement durant une année, et à établir une comparaison entre le bilan et le vécu".

Dans le même contexte, il a affirmé que le MSP "veut à doubler d'efforts au service de la patrie et du citoyen, en mettant en valeur les réalisations, et en invitant à combler les lacunes".

ASSAINISSEMENT DU FONCIER AGRICOLE

Récupération de 62000 ha de terres inexploitées (ONTA)

Le directeur général de l'Office national des terres agricoles (ONTA), Mohamed Ameziane Lanasri, a indiqué que 62.000 hectares de terres inexploitées avaient été récupérés depuis le début de l'application de la loi 10-03 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat, précisant qu'elles seront redistribuées dans le cadre de la concession.

Dans un entretien à l'APS, M. Lanasri a souligné que l'opération d'assainissement et de récupération du foncier agricole octroyé par l'Etat dans le cadre de la loi 10-03, qui prévoit la conversion du droit de jouissance en droit de concession, intervient sur la base des résultats du constat fait sur le terrain par les commissions de wilaya de contrôle et de suivi de la réalisation des projets agricoles, composées de plusieurs services, à savoir l'ONTA, les directions des services agricoles et les communes.

La décision d'annulation du droit de jouissance pour les bénéficiaires de ces terres "est intervenue après les mises en demeure adressées à ce propos par les services de l'ONTA à plus de 15.000

exploitants agricoles contrevenants", a-t-il ajouté.

D'autre part, 4.936 exploitants se sont conformés aux clauses de leurs cahiers des charges après avoir reçu mises en demeure, a poursuivi le même responsable, soulignant que l'opération d'assainissement du foncier agricole "se poursuit et le foncier récupéré sera octroyé à des exploitants plus sérieux".

Une superficie estimée à plus d'un (1) million d'hectares a été octroyée dans le cadre de la mise en valeur par concession, a assuré M. Lanasri, citant la distribution de périmètres de moins de 10 hectares aux jeunes, des périmètres de 10 à 100 hectares aux investisseurs et des périmètres de plus de 100 hectares à de grands investisseurs.

Concernant les terres agricoles exploitées sans titres, il a ajouté que l'Office avait recensé plus de 141.000 dossiers retenus pour régularisation au profit des exploitants de ces terres au titre de la circulaire interministérielle 750, du 18 juillet 2018, relative à l'assainissement du foncier agricole.

Suite à quoi, il a été procédé à l'établissement de près

de 29.000 PV favorables au profit de ceux ayant déposé leurs dossiers et près de 5.000 PV défavorables pour diverses raisons.

L'établissement de ces PV est intervenu suite à plus de 37.000 constats sur le terrain par les commissions de wilaya ad hoc, tandis que les dossiers restant sont en cours d'étude, a révélé le directeur général de l'ONTA.

Plus de 187.000 agriculteurs ont bénéficié des contrats de concession agricole, soit 92% du total des concernés par l'opération de conversion du droit de jouissance en droit de concession, pour une superficie de plus de 2 millions d'hectares à travers le pays.

La wilaya de Mascara arrive en tête en termes de bénéficiaires, avec plus de 16.000 contrats de concession, suivie de Sidi Bel Abbès (plus de 14.000 contrats de concession) et Tiaret (près de 13.000 contrats de concession).

Terres agricoles destinées à la distribution dans le cadre de la mise en valeur : plus de 1,1 millions ha recensés

Le responsable a fait état

VACANCES SCOLAIRES 2023-2024

Le ministère de l'Education nationale arrête les dates



Le ministère de l'Education nationale a arrêté le calendrier des vacances scolaires pour l'année 2023-2024, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

Selon la même source, les vacances d'automne commenceront à partir du mardi 31 octobre (après-midi) pour s'achever le dimanche 5 novembre 2023 (matin), les vacances d'hiver débiteront le jeudi 21 décembre 2023 (après-midi) et s'acheveront le dimanche 7 janvier 2024 (matin), tandis que les vacances de printemps débiteront le jeudi 21 mars 2024 (après-midi) et s'acheveront le dimanche 7 avril 2024 (matin), et ce, dans toutes les régions du pays.

Concernant les vacances d'été, elles commenceront, pour les enseignants, le mardi 4 juillet 2024 (après-midi), à travers tout le territoire national.

Par ailleurs, les vacances d'été, pour le personnel administratif, auront lieu "après le parachèvement de toutes les opérations relatives à la fin de l'année scolaire, dont les réunions du conseil d'admission et d'orientation, l'annonce des résultats des examens officiels, la remise des différents documents aux élèves et toutes les opérations relatives à la rentrée scolaire".

Les vacances d'été ont été fixées, pour les 1ère et 2ème zones, à partir du jeudi 18 juillet 2024 (après-midi), alors qu'elles commenceront le jeudi 11 juillet 2024 (après-midi) pour la 3ème zone, précède le communiqué.

SALON D'ALGER - INDUSTRIES

Participation de plus de 75 exposants

La 15e édition du Salon professionnel international de l'industrie "Alger-Industries" a été ouverte, lundi au Palais des expositions (Alger) avec la participation de plus de 75 exposants publics et privés, dont 10 entreprises étrangères.

Organisé par la société "Batimatec Expo", sous le patronage du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, ce Salon regroupera des opérateurs de différentes filières industrielles telles que la sidérurgie, la mécanique, les engins de production et les matériaux de construction, en sus de la participation de plusieurs banques et établissements financiers.

Dans une allocution prononcée au nom du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, le chargé de gestion de la direction générale de la compétitivité industrielle de la tutelle, Krim Djilali a affirmé que "cette manifestation économique exprime la volonté de promouvoir l'industrie à travers la politique de valorisation de la ressource humaine et le développement de toutes les filières industrielles pour réaliser la croissance économique".

"La politique du secteur qui s'inscrit dans le cadre de la coopération commune entre l'ensemble des acteurs, pour ne citer que les directeurs, les gérants des unités de production, les ingénieurs techniques, les chefs de projets, les entrepreneurs et les responsables commerciaux, vient élaborer une stratégie nationale complémentaire pour développer les filières industrielles à travers un plan d'action exécutif répondant aux attentes et préoccupations", a-t-il dit.

Le président directeur général de la société organisatrice "Batimatec Expo", Raouf Stiti, a précisé que ce Salon international représente une opportunité d'interaction entre les opérateurs économiques dans divers domaines de l'activité industrielle à même de créer une véritable dynamique et d'établir des partenariats pour renforcer les opportunités d'investissement. Outre l'espace dédié aux stands d'exposition, ce Salon prévoit des conférences, axes autour de plusieurs thématiques dont l'infrastructure de qualité au service de la mue de l'économie nationale dans la perspective de son ouverture à l'export, la normalisation, le développement de la filière agroalimentaire, la labellisation du produit local destiné à l'export, et la structuration et le développement de filières industrielles.

APS

ALGÉRIE POSTE Célébration de la Journée mondiale de la Poste



L'entreprise publique Algérie Poste a organisé, lundi à Alger, des portes ouvertes à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la Poste, avec pour thème "Unis pour la confiance : collaborer pour un avenir sûr et connecté".

La Journée mondiale de la Poste, qui coïncide avec le 9 octobre de chaque année, vise à mettre en lumière le rôle du secteur dans la vie des citoyens et des communautés à travers le monde.

Elle a pour mission de sensibiliser le public sur l'importance des services postaux au quotidien, de mettre en avant les innovations et les développements dans ce secteur en constante évolution, et de promouvoir la collaboration internationale entre les services postaux.

Le thème de cette année met particulièrement l'accent sur la nécessité de la confiance et de la coopération dans le secteur de la Poste pour garantir un avenir sécurisé et interconnecté pour tous.

Pour Algérie Poste, cette thématique souligne "son engagement à assoier la confiance chez ses clients en offrant des services postaux fiables et sécurisés".

Pour marquer cette date, Algérie Poste a organisé une journée portes ouvertes dédiée aux médias, dans le but de sensibiliser le public aux services essentiels qu'elle propose.

Dans le cadre de cette initiative, une visite a été organisée au complexe postal de Birtouta, permettant de découvrir différents centres, notamment celui relatif à la personnalisation des cartes monétiques, le centre d'appel chargé du traitement des réclamations et le centre du courrier hybride et de confection des chèques, ainsi qu'au Data Center de l'entreprise, situé au niveau de la Direction générale d'Algérie Poste.

A cette occasion, il a été annoncé la mise en place prochaine d'une plateforme innovante de paiement mobile via QR-CODE, qui permettra aux clients d'effectuer des achats depuis leurs smartphones et aux commerçants de gérer leurs flux financiers et de proposer des promotions.

Il s'agit d'une forme de paiement novatrice visant à réduire la fracture numérique et répondre aux évolutions des comportements et aux besoins de la société". Le Directeur général d'Algérie Poste, M. Louai Zidi, a affirmé, à ce propos, que son entreprise avait déployé des "efforts considérables" afin d'améliorer ses services, notamment en ce qui concerne la distribution de la carte Edhabahab qui a atteint les 12 millions de cartes. "Algérie Poste est devenue le centre névralgique de la production des cartes monétiques pour les banques nationales", a-t-il souligné, ajoutant que cette mission représente "un défi de taille pour l'entreprise afin de respecter ses engagements envers ses partenaires, d'autant plus que la demande ne cesse de croître".

La Commission a ajouté dans son rapport complémentaire que le texte constituait "un outil juridique important et essentiel pour éradiquer la bureaucratie et promouvoir davantage la transparence lors du traitement des dossiers d'investissement, et pour la facilitation des modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissement, d'une manière rationnelle et selon une approche purement économique à travers un guichet unique, ainsi que pour assurer un vrai accompagnement aux investisseurs, en levant les obstacles qui les entra-

vent, et leur permettre de réaliser leurs projets dans les délais impartis".

CONSEIL DE LA NATION L'article 2 du projet de loi relatif à la protection des terres relevant des domaines de l'Etat soumis à la commission paritaire

Le Conseil de la nation a soumis l'article 2 du projet de loi relatif à la protection et à la préservation des terres de l'Etat à la commission paritaire, suite à des réserves de la Commission des affaires juridiques et administratives du Conseil concernant l'alinéa 4 de cet article.

Lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, consacrée à l'adoption du projet de loi, des réserves ont été émises concernant l'alinéa 4 de l'article 2 du projet, stipulant que "Les terres Arch sont exemptes de l'application de cette loi".

La Commission, dans son rapport complémentaire, a expliqué que l'exemption des terres "Arch" de l'application de cette loi "s'oppose aux lois en vigueur, notamment la Loi n 95-26 du 30 Rabie Ethani 1416 correspondant au 25 septembre 1995, modifiant et complétant la Loi n 90-25 du 18 novembre 1990, portant orientation foncière, qui énonce dans son Article 85 que les terres 'Arch' demeurent la propriété de l'Etat." De plus, "l'exclusion de ces terres les prive de la protection et ouvre la voie aux atteintes".

La prise en charge des articles objets de réserves et de la non-adoption par les membres du Conseil de la nation se fera conformément aux dispositions de l'Article 145 (alinéa 5) de la Constitution, qui stipule qu'"en cas de désaccord entre les deux chambres, le Premier ministre ou le Chef du Gouvernement, selon le cas, demande la réunion, dans un délai maximal de quinze (15) jours, d'une commission paritaire constituée de membres des deux chambres pour proposer un texte sur les dispositions objet du désaccord".

La commission paritaire achève ses délibérations dans un délai maximal de quinze (15) jours".

A l'issue des travaux de cette séance, M. Goudjil a rappelé que c'était la deuxième fois



que le conseil de la nation recourt à la réserve et à la non ratification d'un certain nombre d'articles de textes des projets de loi, après ceux relatifs à l'article 22 de la loi organique de l'information, renvoyant ainsi les dispositions de ces articles objet de désaccord entre les deux chambres du parlement à la commission paritaire entre le Conseil de la nation et l'Assemblée populaire nationale, en vue de parvenir à une formule consensuelle".

M. Goudjil a, par ailleurs, estimé nécessaire de faire montre de précision, notamment en cette conjoncture que connaît le pays en

termes de dynamique à tous les niveaux, dans le but d'atteindre les objectifs de l'Algérie nouvelle, dont les bases sont établies par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Pour sa part, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Abderrachid Tabi, a remercié les membres du Conseil de la nation pour leur bonne coopération au cours de l'examen et des débats et leur souci de renforcer le système juridique en vigueur, en activant toutes les mesures permettant la préservation de l'ensemble des terres de l'Etat".

Adoption du texte de loi sur le foncier économique relevant des domaines de l'Etat

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, lundi, le texte de loi fixant les conditions et modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissement, avec émission d'une réserve sur un amendement adopté par l'Assemblée populaire nationale (APN). L'adoption a eu lieu en séance plénière, présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, et de membres du Gouvernement.

Avant de soumettre au vote ledit texte de loi, le rapporteur de la Commission des affaires économiques et financières au Conseil, M. Mouloud Mbarek Felouti a lu le rapport complémentaire que la Commission avait préparé sur ce texte, qui a été salué par ses membres, "considéré comme un autre jalon qui s'ajoute à la nouvelle approche de Gouvernance économique afin de promouvoir le climat de l'investissement et le rendre plus attractif et plus efficace".

La Commission a ajouté dans son rapport complémentaire que le texte constituait "un outil juridique important et essentiel pour éradiquer la bureaucratie et promouvoir davantage la transparence lors du traitement des dossiers d'investissement, et pour la facilitation des modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissement, d'une manière rationnelle et selon une approche purement économique à travers un guichet unique, ainsi que pour assurer un vrai accompagnement aux investisseurs, en levant les obstacles qui les entra-

vent, et leur permettre de réaliser leurs projets dans les délais impartis".

Dans ce contexte, la Commission a souligné le nombre de recommandations, dont la poursuite des efforts consentis en vue de former la ressource humaine chargée de la gestion des domaines de l'Etat, et la mobilisation des moyens nécessaires à l'accomplissement de leur travail, l'accélération de la cadence de publication des textes d'application afférents à ce texte de loi avec précision pour certaines terminologies, et la nécessité de fixer un délai pour la formulation d'une demande de conversion d'une concession à une cession après réalisation du projet.

La commission a préconisé de garantir les droits des investisseurs, de les accompagner et de leur permettre d'exercer le droit de re cours, en œuvrant à faciliter le traitement et le règlement des dossiers d'investissement en suspens, prévus ou réalisés à un certain taux, et d'élaborer une base de données du foncier économique à travers l'ensemble du territoire national.

La commission a émis des réserves concernant l'amendement adopté à l'APN, relatif à la suppression du 8e et dernier tiret de l'article 2 contenu dans le projet du Gouvernement, stipulant que "les autres terres aménagées du domaine privé de l'Etat" relevant de la Conservation foncière de l'Etat destinée à l'investissement, concernées par l'application des dispositions de ce texte. Quant à sa décision au sujet dudit amendement, la commission l'a expliquée par "les retombées négatives que susciterait l'exemption de ce type de terres de l'application de ce texte, ajoutant que sa suppression altère la

cohérence du texte en entier, notamment ses articles 8 et 23, vu l'interconnexion des articles, essentiellement en ce qui concerne le droit de préemption".

"L'introduction de cet autre type de terres aménagées relevant du domaine privé de l'Etat dans la Conservation foncière destinée à abriter les projets d'investissement, par souci de concordance et d'opérationnalité et de par leur emplacement, dans la plupart des cas, à l'intérieur des périmètres urbains, constitue une matière première pour lancer les premières opérations d'octroi et rattraper le retard, et partant une matière première pour le décollage économique, ce qui garantit la prise en charge du service public, son amélioration et sa valorisation, grâce à des recettes financières ayant l'incidence financière requise".

Sur cette base, les sénateurs ont émis des réserves concernant l'amendement de cet article avec une seule voix pour et 129 contre et une abstention sur un total de 131 membres présents.

La question de cet article, objet de réserve et non adopté, sera prise en charge par les membres du Conseil de la nation, conformément aux exigences des dispositions de l'article 145 (alinéa 5) de la Constitution, qui stipule qu'"en cas de désaccord entre les deux chambres, le Premier ministre ou le chef du Gouvernement, selon le cas, demande la réunion, dans un délai de quinze (15) jours, d'une commission paritaire constituée de membres des deux chambres pour proposer un texte sur les dispositions objet du désaccord".

La commission paritaire achève ses délibérations dans un délai maximal de quinze (15) jours". Dans ce cadre, M. Goudjil

a rappelé qu'il s'agissait de la deuxième fois que le Conseil de la nation recourt à des réserves et n'adopte pas un des articles soumis, après ceux liés à l'article 22 de la loi organique sur l'information, ajoutant que la chambre haute du parlement avait transféré les dispositions de ces articles, objet de désaccord entre les deux chambres du Parlement, à la commission paritaire (membres du Conseil de la nation et de l'APN), en vue de trouver une formule consensuelle pour ces articles. Cela prouve la qualité du système démocratique au sein des deux chambres du Parlement, ce qui renforce à son tour l'Etat de Droit".

Dans son allocation au terme du vote, le ministre des Finances a présenté ses remerciements aux membres du Conseil de la nation pour leur bonne coopération au cours des travaux d'examen et de débat du texte de cette loi, ainsi que leurs réserves et refus d'adoption de l'article 2 du texte, louant "le sens de responsabilité et le haut niveau de leurs interventions, suggestions, observations et recommandations". En votant le texte de loi, les membres du Conseil de la nation ont contribué au "parachèvement de la pose d'une autre pierre du système juridique régissant l'investissement en vue d'améliorer le climat des affaires", a-t-il dit.

Dans une déclaration à la presse, en marge de la séance de vote, le ministre a affirmé, en réponse à une question sur les grands axes du projet de loi de Finances pour l'exercice 2024, que le gouvernement poursuivra ses efforts visant à améliorer le pouvoir d'achat, outre la rationalisation des finances publiques et le soutien des investissements.

BATNA

Nécessité de livrer dans les délais la canalisation de transfert entre Ain Kercha et le barrage de Koudiat Medouar (ministre)

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a insisté, lundi à Boulhilet (Batna), sur la livraison "dans les délais" du projet de renforcement de la conduite de transfert d'eau entre la station de pompage d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi) et le barrage de Koudiat Medouar (Batna).

Lors de l'inspection de ce projet, qui s'étend sur 24 km, le ministre a instruit les responsables de l'entreprise publique Cosider-Canalisations, en charge de sa réalisation, à l'effet de déployer davantage d'efforts et de renforcer les chantiers, "au regard de la grande importance de ce transfert pour les wilayas de Batna et de Khenchela, notamment en ce qui concerne l'alimentation des populations en eau potable".

M. Derbal a ajouté que ce projet "bénéficiera autant aux citoyens qu'aux agriculteurs en leur fournissant de l'eau d'irrigation, en particulier au niveau du périmètre agricole de Chemora qui couvre une superficie de 7287 hectares".

Le projet, a rappelé M. Derbal, financé à hauteur de plus de 20 milliards de dinars, est destiné à soutenir la canalisation de transfert Ain Kercha-Kouidiat Medouar sujette à de fréquentes pannes.

M. Taha Derbal a également

fait savoir que l'année 2024 verra le renforcement de la seconde canalisation de transfert d'eau, sur un linéaire de 24 km, afin de régler définitivement le problème des pannes récurrentes au niveau des deux canalisations. Le ministre a souligné, à ce propos, que cet important projet a été lancé "conformément aux strictes directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant une meilleure prise en charge du problème de l'alimentation en eau potable des wilayas de Batna et de Khenchela". Il est attendu que le volume d'eau transféré vers le barrage de Kouidiat Medouar depuis le barrage géant de Beni-Haroun (Mila) via la station de pompage d'Ain Kercha atteigne, après la réception du projet, 400.000 mètres cubes/jour, dont 180.000 m³ seront quotidiennement traités, et le reste voué à l'irrigation agricole, selon les explications fournies in situ au ministre. Le

ministre de l'Hydraulique, accompagné du wali de Batna, Mohamed Benmalek, s'est ensuite enquis du projet d'extension de la station d'épuration du barrage de Kouidiat Medouar, avant d'inspecter la station d'épuration des eaux usées, à Tingmadj, où il a reçu des explications détaillées sur le fonctionnement de cet équipement et sur la réutilisation de l'eau filtrée pour les besoins de l'agriculture.

M. Derbal a présidé, par la suite, une cérémonie de mise en service du quatrième couloir destiné à fournir de l'eau potable aux communes de la région d'Oued Abdi (Theniet El Abed, Chir, Tigherghar et Menaâ) à partir du barrage de Kouidiat Medouar, au bénéfice de plus de 108.000 habitants. La visite du ministre de l'Hydraulique dans la wilaya de Batna a aussi été marquée par la mise en service d'une retenue d'eau à Tikhoubai, dans la commune d'Oued Chaâba, d'une capacité de

260.000 mètres cubes, par la remise de certificats d'exploitation à l'association agricole bénéficiaire de cet ouvrage qui permettra l'irrigation de plus de 200.000 hectares, et par la mise en service, dans la zone industrielle de Batna, d'un forage faisant partie d'un programme de réalisation de 10 forages dans différentes communes.

M. Derbal avait entamé sa visite à Batna en donnant le coup d'envoi d'une grande campagne d'élimination des fuites dans le réseau de distribution d'eau potable, menée avec la participation d'équipes venues de nombreuses wilayas, ainsi que d'une opération de réhabilitation, au titre d'une seconde tranche, du système d'AEP de la ville de Batna.

Le ministre de l'Hydraulique a salué, au terme de sa visite, les efforts des autorités locales en matière de réalisation, d'accompagnement et de suivi des projets relevant du secteur des ressources en eau.

MASCARA

Achèvement des travaux d'aménagement de cinq résidences universitaires (directeur)

Les travaux d'aménagement de cinq résidences universitaires de l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara ont été achevés, récemment, a-t-on appris, lundi, du directeur des œuvres universitaires de la wilaya.

Thaïb Dahmane a indiqué à l'APS que cette opération, ayant ciblé cinq résidences universitaires d'une capacité de plus de 9.000 lits, comporte la réfection des murs et divers réseaux (électricité, eau et gaz) et des travaux d'étanchéité et de maintenance des espaces verts, en plus de la réhabilitation des stades de sports de proximité dont elles disposent.

Cette opération, qui entre dans le cadre du programme tracé par l'Office national des œuvres universitaires, comprend également la mise à niveau des résidences universitaires, sa numérisation et le renouvellement des équipements qu'elles abritent, concernant la restauration et l'hébergement (chambre des étudiants) et les salles de soins, selon la même source.

Dans le cadre du même programme, le même responsable a indiqué que le secteur des œuvres universitaires de la wilaya a bénéficié d'appareils numériques permettant la numérisation des services d'hébergement, de restauration et du transport au niveau de toutes les résidences universitaires, au nombre de sept.

Il a ajouté que cette opération comporte l'approvisionnement des résidences et ses restaurants, la reconnaissance faciale et l'identification électronique, ainsi que d'autres appareils numériques qui fonctionnent avec le système d'empreinte digitale.

Pour ce qui est du transport universitaire, M. Thaïb a expliqué que ce service a connu, depuis le début de la saison universitaire en cours, le lancement de l'application électronique, qui permet une meilleure prise en charge et une meilleure organisation.

Sur un autre chapitre, la même source a révélé que le parc de la direction des œuvres universitaires de la wilaya a bénéficié, récemment, de quatre bus pour le transport des étudiants résidents dans les cités universitaires.

Cette opération a permis d'augmenter à 52 le nombre de bus, ce qui permet de couvrir le service des transports universitaires des lignes urbaines et suburbaines au niveau de la wilaya.

Pour rappel, la direction des œuvres universitaires de la wilaya dispose de sept résidences universitaires d'une capacité d'accueil globale de 12.000 lits.

TIPASA

Entrée en service "prochaine" de 4 centres de proximité des impôts

Quatre (4) Centres de proximité des impôts (CPI) entreront en service "prochainement" à travers différentes régions de Tipasa, dans le cadre des projets de modernisation du secteur, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale des impôts.

"Nous sommes en train d'apporter les dernières retouches pour la mise en service de quatre CPI, dont celui de la ville de Tipasa qui ouvrira ses portes en novembre prochain, pour assurer le suivi des dossiers des commerçants des daïras de Tipasa, Hadjout, Sidi Ammar et Ahmer El Ain", a déclaré, à l'APS, le directeur du sec-

teur, Babakhali Adlane. Après le centre de Tipasa, la direction procédera ensuite à l'ouverture des trois autres CPI implantés à Cherrhell, pour la prise en charge de la partie ouest de la wilaya (daïras de Cherrhell, Gouraya et Damous), Koléa (daïras de Koléa et Fouka), et Bou Ismail, a-t-il dit.

Le même responsable a fait part, par ailleurs, de l'achèvement de l'opération de numérisation du Centre des impôts de Tipasa.

Un service entré en exploitation dernièrement pour la prise en charge des dossiers des établissements et entreprises individuelles soumises au régime fiscal

réel, au nombre de 4.055, dont le capital doit dépasser huit (8) millions de DA.

A noter l'organisation, hier dimanche, par la direction des impôts de Tipasa, à l'instar des autres directions des wilayas du pays, de portes ouvertes pour la promotion des services et avantages assurés par la plateforme numérique de la Direction générale des impôts (DGI) "www.mfdgi.gov.dz", en présence des cadres de la direction des impôts et de représentants d'associations et organisations professionnelles, dont l'Union générale des commerçants et artisans (UGCA) et la Chambre de commerce et d'industrie.

MILA

88 nouveaux enseignants pour le centre universitaire Abdelhafid-Boussouf (directeur)

Le centre universitaire Abdelhafid-Boussouf de Mila s'est renforcé à la rentrée universitaire 2023-2024 par le recrutement de 88 nouveaux enseignants dans diverses filières, apprend-on lundi du directeur du centre, Pr. Amirouche Bouchelaghem.

Intervenant lors de la cérémonie tenue en l'honneur des enseignants promus à des grades supérieurs en présence du wali, Mostefa Koreïch, le

même responsable a souligné que le centre est désormais encadré par 531 enseignants après le récent recrutement de 88 autres nouveaux qui ont entamé leur travail dès le début de la présente rentrée.

Le directeur du centre a indiqué, en outre, que 12 enseignants ont été promus au rang de professeur et 50 autres au rang de maître-assistant classe A. Plus de 10.800 étudiants fréquentent actuellement le cen-

tre universitaire de Mila qui a intégré à cette rentrée 2023-2024 de nouvelles spécialités, ouvert de nouveaux instituts et signé des conventions de coopération avec plusieurs universités nationales et étrangères, a ajouté son directeur.

Le wali de Mila a appelé en outre les étudiants du centre à faire mont re d'assiduité et d'ouverture sur l'esprit entrepreneurial pour assurer la jonction de l'université avec

son environnement socioéconomique en mettant à profit les dispositifs de soutien mis en place par l'Etat pour la création de startups et micro-entreprises.

Deux conventions ont été signées à l'occasion entre, d'un côté, le centre universitaire Abdelhafid-Boussouf et, de l'autre, l'APW et le bureau du Croissant rouge algérien (CRA) pour l'échange d'expériences, la formation et la coopération.

TOUGGOURT

Diverses opérations de développement en cours de réalisation à El-Hadjira (wilaya)

Diverses opérations de développement sont en cours de réalisation à travers la daïra d'El-Hadjira (Sud de Touggourt) dans le cadre des efforts visant à améliorer le cadre de vie du citoyen, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Parmi ces projets retenus dans différents secteurs d'activité, figurent la réalisation d'un réseau d'assainissement de 700 mètres au quartier "Colonel Amirouche" à Lagraf, la réhabilitation d'une polyclinique dans la même localité, en

plus de la réalisation d'un bureau de poste à El-mir et la réhabilitation de la station du transport urbain d'El-Hadjira, a indiqué la même source.

Ce programme de développement comprend également des travaux d'entretien et de remise en état d'un tronçon du Chemin de wilaya (CW-33) sur 14 km, la réalisation d'une salle de soins sur une superficie de 172 m² à Dzioua et un complexe scolaire à Taïbine, un réseau d'assainissement d'un linéaire de 600 mètres ainsi que d'autres opérations d'aménage-

ment urbain, a-t-on ajouté. Le chef de l'exécutif local, Othmane Abdelaziz, a, lors d'une récente visite de terrain, insisté sur la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour concrétiser et mettre en service l'ensemble des opérations de développement susceptibles de répondre aux attentes des populations.

Cette tournée a ainsi constitué une occasion pour les autorités locales de s'enquérir des besoins de cette région, rencontrer ses habitants et écouter leurs préoccupations.

GUELMA

Entrée "prochaine" en activités de 21 projets d'investissement (directeur local)

Vingt-un (21) projets d'investissement entreront en activité "prochainement" dans la wilaya de Guelma, a-t-on appris lundi du directeur local de l'industrie, Moufidi Bekasse.

Ces projets d'investisseurs privés appelés à générer plus de 3.000 postes d'emploi démarreront durant la période allant "de la fin de l'année en cours au premier trimestre 2024", a-t-il précisé à l'APS.

Répartis sur plusieurs régions de la wilaya, ces projets concernent les secteurs de l'industrie, du tourisme, du commerce et des services et viendront appuyer la dynamique économique observée dans la wilaya ces dernières années, a déclaré le même responsable.

Vingt-huit (28) projets d'investissement sont entrés en activité dernièrement à Guelma générant 1.339 emplois dans les secteurs de l'industrie, l'agriculture et les services, selon la même source.

La wilaya de Guelma compte deux zones industrielles à Dhraa Lahrach (chef-lieu de wilaya) s'étendant sur 45 hectares et accueillant 70 unités dont la majorité active et à H'djar Merkeb dans la commune d'Ain Reggada non encore exploitée en plus de zones des activités dans 10 communes de la wilaya, a-t-on ajouté.

AQUACULTURE

Ouargla, région "pilote" en aquaculture (ministre)

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a affirmé lundi à Ouargla, que cette wilaya est une "région pilote" en matière d'élevage aquacole.

Intervenant au terme d'un exposé qui lui a été présenté sur la situation du secteur de l'aquaculture, en présence de l'ambassadeur de la Corée du Sud en Algérie, M. You Ki-Jun, et des autorités locales, M. Badani a souligné que "le lancement des projets aquacoles dans cette wilaya aura des retombées positives sur l'ensemble des wilaya du Sud du pays" pour le montage des projets d'investissement similaires.

"L'intérêt qu'accordent les autorités locales au développement de l'aquaculture se traduit au travers la création de la zone d'activités aquacoles, s'étalant sur 100 hectares, au niveau de la commune de Hassi-Benabdallah, daïra de Sidi-Khouilou", a indiqué le ministre, faisant savoir l'existence des études techniques pour la réalisation de 43 zones d'activités similaires à travers

sept (7) wilayas du pays. Le ministre a indiqué que "la production des poissons d'eau douce en Algérie qui était un rêve est devenue réalité", citant, à titre d'illustration, la commerçante alisaïon à Alger, à l'occasion de la rentrée sociale, d'importantes quantités de ce poisson (Tilapia) à des prix raisonnables. M. Badani a, par ailleurs, fait état de la signature, en perspective, d'une convention entre son département et celui de l'agriculture et de développement rural, portant exploitation des eaux de bassins d'élevage riches en matières organiques en agriculture, notamment dans la céréaliculture.

Le ministre s'est, lors de cette visite d'une journée dans la wilaya de Ouargla, rendu dans la commune de Hassi-Benabdallah, où il est enquis, au niveau de la ferme pilote d'élevage de la cre-

vette d'eau douce et de l'unité de fabrication des aliments de poissons, à être opérationnelle fin de l'année en cours (2023).

Fruit d'un partenariat algéro-sud-coréen, cette entité économique est versée actuellement dans l'élevage du Tilapia, a-t-on expliqué à la délégation ministérielle. Sur site, le ministre a présidé la cérémonie de signature d'une convention entre le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) et la société "Global Agri-food", filiale de MADAR Holding, portant création d'une nouvelle entité d'élevage des espèces aquacoles de Tilapia et de crevettes d'eau douce, et la production des aliments de poissons, a fait savoir le P-dg de Global Agri-food, Lotfi Bouaraara.

AGRICULTURE

L'ONTA lance prochainement une plateforme numérique sur l'investissement agricole (Directeur)

L'Office national des terres agricoles (ONTA) lancera, prochainement, une plateforme numérique qui comprend toutes les informations sur l'investissement agricole, notamment la disponibilité des terres à mettre en valeur, les procédures d'obtention du foncier ainsi que les dossiers de concession, a affirmé le directeur de l'Office, Mohamed Amziane Lanasri.

Dans une déclaration à l'APS, M. Lanasri a précisé que cette plateforme permettrait à l'ONTA de lancer des avis d'appel à candidatures pour la mise en valeur des terres dans le cadre de la concession, tout en précisant la wilaya et la commune concernées, ainsi que la superficie de chaque périmètre destiné à la mise en valeur.

La plateforme offrira également une description sommaire des conditions du sol, de l'eau et du climat, et permettra de s'enquérir du dossier à fournir, des conditions de l'offre et des frais.

Afin de faciliter les procédures, le demandeur de mise en valeur, via cette plateforme électronique, pourra faire parvenir à l'ONTA un dossier et récupérer un reçu de dépôt électronique, avant que le projet ne soit étudié et tranché, à distance, par la Commission technique de promotion de l'investissement agricole sur la base de critères d'acquisition bien déterminés.

Le respect des conditions de mise en valeur des terres par le concessionnaire est suivi et contrôlé par les directeurs de wilayas de l'ONTA, en collaboration avec des représentants de wilaya de la Direction des Services agricoles, a-t-il indiqué.

Les deux instances s'assurent de la conformité des activités avec le plan d'action approuvé par la commission et les clauses du cahier des charges, et signalent conjointement tout retard ou défaut constaté et tout manquement aux obligations, par le biais d'un rapport d'inspection, a assuré M. Lanasri.

Selon lui, la mise en place de cette plateforme numérique est intervenue en vertu du arrêté interministériel daté du 24 novembre 2022, fixant les modalités et les procédures d'attribution des périmètres à mettre en valeur dans le cadre de la concession.

Selon M. Lanasri, cette mesure qui s'inscrit dans le cadre de la modernisation du secteur agricole, vise à "faciliter l'obtention des terres agricoles en toute transparence dans un court délai, contribuant ainsi à améliorer leur productivité et à atteindre des objectifs efficaces, et par conséquent à assurer la sécurité alimentaire, en plus de réduire les charges administratives".

Évoquant la numérisation, le responsable a souligné la coopération permanente avec la Direction générale des domaines de l'Etat pour créer une base de données nationale "qui servira d'outil de gouvernance et de prise de décision basé sur des informations précises, correctes et à jour".

Dans ce contexte, "un accord a été signé entre les deux instances pour l'échange d'informations".

Pour la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres, concernant les mesures prises en faveur des agriculteurs touchés par la sécheresse, notamment le report du paiement de la taxe sur les terrains octroyés au titre d'une concession, M. Lanasri a affirmé que l'Office "n'engagera aucune poursuite contre ces agriculteurs affectés, en attendant les instructions de la tutelle". Dans ce contexte, M. Lanasri a salué vivement cette décision qui "contribue à soutenir les agriculteurs et à les encourager à exercer leurs activités plus facilement", soulignant que "les changements climatiques sont actuellement une réalité avec laquelle il faut composer en adoptant des méthodes appropriées basées sur les technologies modernes". Le responsable a également mis en avant la vision proactive du président de la République, louant "les efforts considérables déployés par l'Etat pour assurer le foncier agricole, promouvoir les ressources et créer de la richesse et l'emploi dans le secteur agricole".

APS

GAZ

M. Arkab prend part à Malabo à la 25e Réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, prendra part, mardi à Malabo (Guinée équatoriale), à la 25e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), consacrée entre autres à l'examen de la situation et des perspectives du marché gazier international, indique lundi un communiqué du ministère. La réunion ministérielle sera également l'occasion de passer en revue les préparatifs en cours du 7e sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement, prévu en Algérie en 2024, précise-t-on de même source. Présidée par le ministre des Mines et

des Hydrocarbures de la Guinée équatoriale et président en exercice de la réunion ministérielle du GECF de 2023, Antonio Oburu Ondo, la rencontre permettra d'examiner la situation du marché gazier international et ses perspectives à court, moyen et long termes, en vue d'assurer la sécurité et la stabilité de l'offre et de la demande sur le marché international du gaz naturel", lit-on dans le communiqué.

Il sera également question, lors de cette réunion à laquelle prennent part le P-DG de Sonatrach, Rachid Hachic hi, ainsi que des cadres du ministère et du Groupe,

des préparatifs en cours du 7e sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de cette organisation, prévu en Algérie en 2024, selon la même source. Cette 25e Réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz permettra aux participants de procéder à un échange de vues, d'explorer tous les moyens susceptibles de renforcer le Forum et de réaffirmer le rôle crucial du gaz naturel dans la transition énergétique et le développement durable", note le ministre. Créé en 2001, le Forum des pays exportateurs de gaz a été érigé, lors de sa 8e session informelle tenue à

Moscou, en organisation intergouvernementale basé à Doha (Qatar). Il est composé de 19 pays, à savoir l'Algérie, la Bolivie, l'Égypte, la Guinée équatoriale, l'Iran, la Libye, le Nigeria, le Qatar, la Russie, Trinité-et-Tobago et le Venezuela, en tant que membres, et l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Irak, la Malaisie, le Mozambique, la Norvège, les Emirats arabes unis et le Pérou, comme observateurs. Ensemble, ils représentent 72% des réserves mondiales prouvées de gaz naturel, 44% de la production commercialisée, 56% des exportations par gazoduc et 52% des exportations de GNL.

ENERGIE

La société "Electricité de Guinée" manifeste un intérêt pour le partenariat et la coopération avec des opérateurs algériens

Les cadres de la Société "Electricité de Guinée" (EDG) ont affiché, lundi à Mostaganem, un grand intérêt pour le partenariat et la coopération avec les opérateurs algériens, dans divers domaines de l'industrie électrique et des systèmes d'efficacité énergétique.

Le directeur général adjoint, chargé de l'exploitation de l'EDG, Fodé Soumah a déclaré lors d'une rencontre d'affaires avec les cadres de l'opérateur économique GISB Electric de Mostaganem, "notre société, qui assure la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique dans la République de Guinée, connaît actuellement des problèmes au plan opérationnel et

cherche des partenaires ayant une expérience et des solutions dans ce domaine". "Nous avons en un échange fructueux avec les opérateurs algériens qui ont une expérience dans le domaine de l'électricité, à savoir Maghreb Lampes (filiale de GISB) et nous allons effectuer des visites techniques et s'enquérir des équipements et de l'expertise dont dispose nos homologues algériens pour améliorer la qualité de nos services", a-t-il encore souligné. Pour sa part, le directeur de Maghreb Lampes, Mohamed Djilani Koubibi a indiqué que son complexe industriel est intéressé par le renforcement de la coopération avec des opérateurs éco-

nomiques de l'Afrique de l'Ouest, notamment pour fournir aux entreprises de l'énergie tous leurs besoins en matière de produits électriques et matériels d'éclairage et différents systèmes d'énergie y compris ceux des énergies renouvelables. "Notre entreprise est prête à satisfaire les demandes de son partenaire guinéen à travers l'envoi d'une équipe technique pour identifier les problèmes et proposer des solutions appropriées, parallèlement à la coopération dans les domaines de la formation, de la maintenance, de la production et des études liées à l'amélioration et l'efficacité de l'énergie électrique", a-t-il souligné.

SOCIÉTÉ "AMOUDA CIMENT" DE LAGHOUAT

Exportation de près de 200.000 tonnes de clinker et de ciment gris

La société "Amouda Ciment" de Laghouat a procédé, depuis l'année 2021, à l'exportation de près de 200.000 tonnes de clinker et de ciment gris, a-t-on appris, lundi à Oran, auprès de la directrice de la commercialisation et de la communication de cette Sarl. Djarmoun Fatima a indiqué à l'APS, en marge de la 20ème édition du Salon international de l'immobilier, du bâtiment, de l'habitat et des travaux publics "Batiwest

2023", qui se poursuit au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, qu'il a été exporté, depuis 2021 jusqu'à septembre dernier, environ 100.000 tonnes de clinker et 100.000 tonnes de ciment gris vers le Mali et le Niger. "La société Amouda Ciment, qui relève du secteur privé, aspire à étendre les opérations d'exportation de ses produits, qu'il s'agisse de clinker ou de ciment gris, vers les pays d'Afrique de l'Ouest, à l'instar de la Mau-

ritanie et le Sénégal", a-t-elle assuré. Elle a rappelé que la société a obtenu, au mois de mars dernier, le certificat de conformité aux normes de l'Union Européenne (UE), un marquage qui lui permet de pénétrer le marché européen, mettant en avant "ses capacités pour exporter la première cargaison de ciment gris vers l'Europe à la fin de l'année en cours". La société "Amouda Ciment", qui est implantée dans la commune d'El Beïda, dans

la wilaya de Laghouat, qui emploie près de 650 travailleurs, dispose de deux lignes de production de ciments, d'une capacité globale estimée à 2,5 millions de tonnes par an de ciments, en plus de du Clinker. Pour rappel, 100 exposants de l'intérieur et de l'extérieur du pays prennent part à la 20ème édition du Salon international de l'immobilier, du bâtiment, de l'habitat et des travaux publics "Batiwest 2023", qui s'étale sur cinq jours.

PÉTROLE

Les cours du pétrole décollent

Les cours du pétrole rebondissaient lundi où le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 4,22%, pour clôturer à 88,15 dollars.

Son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI), avec échéance en novembre, a lui pris 4,33%, à 86,38 dollars. Le Brent avait

notamment fondu de 14% sur six séances. Cet élan d'achat a été motivé "par les investisseurs qui ont ajouté une prime de risque géopolitique

dans le prix et une nouvelle demande après la forte correction de la semaine dernière", expliquent des analystes.

ENERGIE NUCLÉAIRE

L'AIEA prévoit un net essor d'ici 2050

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) table sur une forte augmentation de la capacité de production nucléaire au cours des trois prochaines décennies sur fond d'urgence climatique, selon un communiqué publié lundi.

"Le changement climatique joue un rôle clé, tout comme la sécurité de l'approvisionnement énergétique", a déclaré le directeur général de l'instance onusienne, Rafael Grossi.

Devant "la situation géo-

politique et les conflits militaires", "de plus en plus de pays considèrent l'énergie nucléaire comme une source d'énergie résiliente et fiable", explique l'instance onusienne.

Dans le scénario le plus favorable au nucléaire, l'AIEA prévoit le doublement au moins de la puissance installée, qui grimperait à 890 gigawatts en 2050 contre 369 GW actuellement. Elle misait auparavant sur 873 GW.

Les partisans de l'atome

soulignent qu'il s'agit d'une source d'énergie très peu émettrice de CO2 et pilotable, c'est-à-dire qui peut être mobilisée en fonction des besoins, à l'inverse du vent ou du soleil. Mais en raison du coût et des risques, des pays restent résolument contre.

Ces nouvelles projections ont été publiées à l'ouverture à Vienne de la deuxième conférence internationale sur le rôle du nucléaire dans la lutte contre le dérèglement climatique. Cette éner-

gie fournit environ 9% de l'électricité mondiale dans 31 pays, loin du charbon dominant, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), basée à Paris.

"Cette part était de 18% il y a 20 ans", a rappelé lundi dans le capitale autrichienne son directeur Fatih Birol. Il a regretté "l'erreur stratégique de nombreux gouvernements européens" qui ont décidé de "tourner le dos à l'atome", alors que "ce peut être une solution en plus du solaire et de l'éolien".

BOURSE DE TOKYO

Ouverture en nette hausse

La Bourse de Tokyo, qui avait observé lundi un jour férié au Japon, démarrait mardi en nette progression, sur fond d'un rebond à Wall Street la veille. L'indice vedette Nikkei gagnait 2,18% à 31.671,61 points vers 00H50 GMT et l'indice élargi Topix prenait 1,88% à 2.306,75 points.

La Bourse de New York a terminé en hausse lundi. Les groupes pétroliers nippons étaient portés par la flambée des cours de l'or noir la veille en raison

du nouveau conflit au Proche-Orient: Idemitsu Kosan bondissait de 6,14% et Eneos Holdings de 6,24%, tandis qu'Inpex décollait de 9,26%. A l'inverse les compagnies aériennes japonaises souffraient face à la perspective de carburants plus chers: ANA Holdings lâchait 1,95% et Japan Airlines 2,2%. Le marché du pétrole marquait une pause après son envolée de la veille: à 00H45 GMT le baril de WTI américain cédait 0,3% à 86,12 dollars et le baril de Brent de la

mer du Nord perdait 0,25% à 87,93 dollars. Les cours des deux barils de référence avaient clôturé en hausse de plus de 4% lundi. Sur le marché des changes, le dollar était parfaitement stable à 148,51 yens vers 00H55 GMT, comme lundi à 21H00 GMT. La monnaie européenne se négociait pour 157,02 yens contre 156,93 yens la veille, et était quasi stable face au billet vert (un euro pour 1,0572 dollar contre 1,0567 dollar lundi à 21H00 GMT).

ROYAUME-UNI

EasyJet se lance avec Airbus dans le stockage de CO2 sous terre

La compagnie aérienne britannique easyJet va acquérir auprès d'Airbus des crédits de CO2, qui sera capté dans l'air et stocké sous terre, afin de compenser ses émissions de ce gaz contributeur au réchauffement climatique, a annoncé lundi le géant aéronautique. La compagnie à bas coût s'est engagée comme le reste du secteur aérien mondial, responsable de 2 à 3% des émissions mondiales de CO2, à atteindre zéro émission nette de CO2 à l'horizon 2050.

Elle compte pour cela sur la modernisation de sa flotte avec des avions consommant et donc émettant moins de CO2, les innovations technologiques et

l'introduction graduelle de carburants d'aviation durables (SAF) capables de réduire de 80% les émissions de CO2 par rapport au kérosène sur l'ensemble de leur cycle d'utilisation.

Même si cette technologie est encore en développement, easyJet considère que la captage de CO2 permettra de contribuer à la compensation des "émissions résiduelles au cours de la période de transition jusqu'en 2050", a estimé le responsable du développement durable d'easyJet, Jane Ashton, au cours d'une conférence téléphonique.

La technologie, dite de captage direct avant stockage du carbone dans l'air (DACCS - Direct Air

Carbon Capture and Storage), vise à capter le CO2 dans l'air à l'aide de puissants ventilateurs, alimentés par de l'électricité décarbonée, et à le stocker sous terre. Airbus avait annoncé l'an passé un partenariat avec la firme "iPointFive", qui doit mettre en service fin 2024-début 2025 un site de captage et de stockage dans le bassin permien du Texas à près de 2.000 mètres de profondeur.

L'avionneur européen s'est engagé à acquérir 400.000 tonnes de crédits CO2, aussi appelés crédits carbone, sur quatre ans.

Le contrat avec easyJet, dont les termes n'ont pas été précisés, prévoit que la

compagnie utilisera une partie de ces crédits entre 2026 et 2029. Outre easyJet, six autres groupes aériens (Air Canada, Air France-KLM, IAG, Latam, Lufthansa et Virgin Atlantic) avaient également signé avec Airbus l'an passé une lettre d'intention en ce sens.

Pour Nicolas Chrétien, responsable "Durabilité et Environnement" chez Airbus, les crédits CO2 ont l'avantage de permettre de quantifier précisément la quantité de CO2 éliminée, un crédit correspondant à une tonne. Et le CO2 stocké pourra à la suite être utilisé pour fabriquer des carburants synthétiques combinant hydrogène et dioxyde de carbone.

ETATS-UNIS

4.000 salariés supplémentaires en grève dans l'automobile

Quelque 4.000 salariés du constructeur Mack Trucks ont décidé de rallier le mouvement de grève lancé mi-septembre pour de meilleures conditions salariales dans l'industrie automobile américaine, a annoncé dimanche le syndicat United Auto Workers (UAW).

"Les adhérents UAW ont rejeté par un vote un projet d'accord et feront grève à partir de 07H00 (11H00 GMT) lundi", a indiqué l'organisation sur X (anciennement Twitter). Ces salariés rejoignent les 25.000 salariés des "Big Three", les trois grands constructeurs des Etats-Unis (General Motors, Ford et Stellantis) déjà en grève dans le cadre du mouvement déclenché le 15 septembre par l'UAW.

Ce mouvement de grève ciblée, qui ne concerne qu'une fraction des 146.000 salariés membres du syndicat, a été lancé à l'expiration de conventions collectives et faute d'accord pour de nouvelles.

L'UAW réclame notamment des hausses de salaires, des mesures liées au coût de la vie et divers autres avantages. Filiale du suédois Volvo, le constructeur de poids lourds Mack Trucks exploite deux usines dans l'est des Etats-Unis, en Pennsylvanie et dans le Maryland.

ALLEMAGNE

Poursuite de chute de la production industrielle en août

La production industrielle en Allemagne a baissé en août, pour le quatrième mois consécutif, sur fond de coûts élevés de l'énergie et de demande atone pour le secteur, qui plombent depuis plusieurs mois la première économie européenne.

L'indicateur a reculé de 0,2% sur un mois, en données corrigées des variations saisonnières et de calendrier, après une baisse révisée à 0,6% en juillet, a indiqué lundi l'office de statistique allemand Destatis dans un communiqué.

Le recul est plus fort qu'attendu par les experts de la plateforme d'analyse financière Factset, qui tablaient sur une légère baisse de 0,1%. Sur un an, la production industrielle recule de 2,0%. Dans le détail, la production de biens de consommation a plongé de 1,4%, une chute qui n'est pas compensée par les hausses pour les biens d'équipements (+1,3%) et les biens intermédiaires (+0,5%).

La production d'énergie a connu un plongeon de 6,6%. L'industrie allemande, pilier de la première économie européenne, souffre depuis plusieurs mois.

Elle est plombée par une nette chute de la demande intérieure, en raison de l'inflation qui reste à des niveaux élevés (4,5% sur un an en septembre), et par les hausses de taux d'intérêt menées tambour battant par la Banque centrale européenne (BCE). Les prix de l'énergie restent en outre relativement élevés pour le secteur industriel.

Certaines activités les plus énergivores, comme la chimie, peinent à retrouver leur niveau de production d'avant la crise ukrainienne. Les exportations, essentielles pour l'industrie allemande, sont moins dynamiques sur fond de ralentissement de la demande en produits allemands en Chine et aux Etats-Unis, deux marchés cruciaux pour ce secteur.

Enfin, le bâtiment, qui tire lui aussi traditionnellement l'industrie, est en crise depuis plusieurs mois, plombé par la hausse des taux d'intérêt. En août, le bâtiment a connu une chute d'activité de 2,4%.

ITALIE

La production industrielle repart à la hausse en août

La production industrielle en Italie est répartie à la hausse en août, progressant de 0,2% par rapport à juillet, grâce à la bonne tenue des biens de consommation, a indiqué mardi l'Institut national des statistiques (Istat). Sur la période juin-août, la production industrielle a augmenté en moyenne de 0,4% par rapport au trimestre précédent.

Elle avait chuté de 0,9% en juillet après avoir augmenté de 0,5% en juin et

1,7% en mai. Seule la production des biens de consommation a affiché une hausse en août sur un mois, progressant de 1,2%.

Les autres secteurs industriels ont connu une baisse, dont les biens d'équipement (-0,1%), les biens intermédiaires (-0,9%) et l'énergie (-2,2%). Comparé à août 2022, la production industrielle a baissé de 4,2%, en données corrigées des effets de calendrier.

Le produit intérieur brut (PIB) de

l'Italie a reculé de 0,4% au deuxième trimestre par rapport au précédent, pénalisé par la hausse des taux d'intérêt qui a freiné la consommation des ménages et les investissements des entreprises.

En raison de ce recul surprise du PIB trimestriel, le gouvernement de Giorgia Meloni a abaissé fin septembre sa prévision pour l'ensemble de l'année, tablant désormais sur une croissance de 0,8% contre 1% auparavant.

JETS DE PIERRE SUR LES TRAINS Arrestation de 23 individus par la Gendarmerie Nationale

La brigade régionale de la Gendarmerie Nationale de Bir Moura Rais a interpellé 23 individus impliqués dans des actes de jet de pierre sur le train "El Harrach-Zeralda", semant la peur parmi les voyageurs à bord, a indiqué lundi un communiqué de ce corps. "Dans le cadre du maintien de la quiétude et de l'ordre public, et agissant sur des informations faisant état d'actes de jets de pierre sur le train desservant la ligne El Harrach-Zeralda, les éléments de la brigade régionale de la Gendarmerie Nationale de Bir Moura Rais, se sont déplacés en compagnie des brigades de Sécurité et d'investigation, sous la Direction du chef de brigade, et ont arrêté 23 suspects dont 11 mineurs" lit-on dans le communiqué.

L'ensemble des mis en cause ont été arrêtés pour rixe sur la voie publique, dégradation volontaire de la propriété publique, perturbation de la circulation ferroviaire, avec récupération des images de vidéo surveillance témoignant des faits", précise la même source. Les suspects seront présentés devant les autorités judiciaires territorialement compétentes dès parachèvement de l'enquête, ajoute le communiqué.

BOUIRA Incident de coupure de courant électrique à l'hôpital : deux individus placés en détention préventive

Le Procureur de la République près le Tribunal de Bouira a annoncé, lundi, que dans le cadre du suivi de l'affaire de coupure de courant électrique, survenue récemment au niveau du service de réanimation de l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Bouira, ayant causé le décès d'une patiente, l'économiste et le chargé de maintenance ont été placés en détention préventive.

"En application des dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le Procureur de la République près le Tribunal de Bouira informe l'opinion publique que dans le cadre du suivi de l'affaire de coupure du courant électrique, à la date du 01/10/2023 au niveau du service de réanimation de l'EPH de Bouira, causant le décès d'une patiente (B.C), et après le parachèvement des premières investigations menées par la police judiciaire spécialisée, les mis en cause ont été présentés devant le parquet de la République près le Tribunal de Bouira, à la date d'aujourd'hui 09/10/2023 et les individus répondant aux initiales de (B.D), (B.S), (M.M.A) ont été poursuivis, en vertu d'une requête introductive, pour instruction pour homicide involontaire, non assistance à une personne en danger, négligence flagrante occasionnant la dilapidation de deniers publics", lit-on dans le communiqué du Parquet de la République près le même Tribunal. Après l'audition des accusés par le juge d'instructions, ce dernier "a ordonné le placement de l'économiste et du chargé de la maintenance en détention préventive".

SÉTIF Saisie de psychotropes et arrestations de 7 personnes

Les éléments de la brigade de lutte contre le commerce illégal de drogues de la Sûreté de la wilaya de Sétif ont saisi 1.819 unités de psychotropes et arrêté sept personnes, apprend-on lundi de la même sûreté.

Cette opération de lutte contre le trafic de stupéfiants a permis d'arrêter sept personnes âgées entre 20 et 33 ans, et de saisir 1.819 unités de psychotropes et un montant de 143.800 DA de revenus de ce trafic, a précisé le responsable de la cellule de communication de cette sûreté, le commissaire de police Mohamed Fehraha.

Exploitant des informations sur les activités d'un groupe de dealers agissant dans deux quartiers populaires de la ville de Sétif, les éléments de la brigade ont

réussi, dans une première étape, à arrêter six personnes dont deux femmes en possession de 1.340 unités psychotropes et un montant de 33.000 DA, selon la même source qui a souligné que les mis en cause ont tenté de brûler une partie des psychotropes mais la célérité des policiers a permis de l'éviter. La seconde étape de l'opération a conduit à l'arrestation d'une autre personne âgée de 24 ans en possession de 479 unités et comprimés psychotropes, et un montant de 110.800 DA provenant de ce trafic, selon encore la même source. Au terme des procédures d'enquête, les mis en cause ont été présentés devant le parquet compétent pour "possession de drogues et psychotropes d'une manière illégale en vue de les vendre", est-il indiqué.

ANNABA

Le rôle des institutions sociales dans la consolidation des valeurs souligné (rencontre)

Les participants au séminaire sur "le Saint Coran et la protection de la famille et de la société", organisé lundi à Annaba, ont affirmé l'importance du rôle des institutions et acteurs de la société civile dans la consolidation des valeurs et la fortification de la famille et de la société face aux menaces contre l'équilibre et la stabilité sociales.

Les intervenants durant ce séminaire, tenu dans le cadre de la semaine nationale du Saint Coran ouverte dimanche par le ministre des Affaires Religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, ont relevé que le Coran abreuve les membres de la famille et au travers eux la société en valeurs que les institutions sociales doivent diffuser pour former une génération qui préserve à son tour la famille et la société contre les diverses menaces.

Dr. Mohand Oudir Mechane, coordinateur du comité de la Fetwa au ministère des Affaires Religieuses et des Wakfs, a mis l'accent sur le rôle du système scolaire dans le renforcement des valeurs familiales et l'immunisation des jeunes face aux défis actuels sur les plans



moral, pédagogique et culturel.

Il a également souligné l'importance de l'intégration de programmes pédagogiques qui raffermissent les valeurs et les principes fondateurs de la famille estimant que la protection des jeunes contre les fléaux so-

ciaux dont la drogue est une "protection de la société et du pays". Dr. Kouider Mechala, secrétaire du conseil scientifique à la direction des affaires religieuses de la wilaya d'Annaba, a mis l'accent sur le rôle des acteurs de la société civile

dans la préservation de la stabilité familiale, la prise de conscience face aux divers fléaux sociaux et dans le développement des valeurs de coopération, de solidarité et de cohésion sociale. Une vingtaine de conférences sur notamment la communication familiale, les valeurs familiales dans le Saint Coran, les défis imposés par la mondialisation et les réseaux sociaux sont programmés durant ce séminaire.

Parallèlement, les travaux de la semaine nationale du Saint Coran se poursuivent avec le concours de récitation, psalmodie et exégèse du Saint Coran mettant en lice 60 participants des quatre coins du pays et comprenant un concours spécial pour les femmes des classes d'alphabétisation.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Prévention des effets des intempéries: collecte de 278.516 tonnes de déchets à l'échelle nationale

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a affirmé, lundi dans un communiqué, l'organisation de 3.934 opérations de nettoyage à grande échelle, permettant, ainsi, la collecte d'environ 278.516 tonnes de déchets au niveau national et ce, dans le cadre des mesures préventives contre les effets des intempéries.

"Dans le cadre des mesures préventives pour faire face aux effets des intempéries, l'action locale se poursuit pour éliminer les points noirs et organiser des campagnes de nettoyage de l'environnement, en coordination avec les divers secteurs concernés et les acteurs de la société civile.

Au total, 3.934 opérations de nettoyage à grande échelle ont été organisées, permettant, ainsi, la collecte de 278.516 tonnes de

déchets au niveau national". Ces opérations qualitatives ont également permis l'élimination de 12 238 décharges anarchiques et l'organisation de 3 615 opérations spéciales de nettoyage et d'aménagement de vallées, la distance des vallées et cours d'eau nettoyés ayant atteint 428 397 mètres linéaires.

Quant aux opérations relatives au nettoyage préventif des réseaux d'assainissement, le nombre total s'est élevé à 47 528 interventions, outre l'enregistrement de 129 094 opérations pour réparer les déséquilibres, les fuites et blocages de réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales grâce aux efforts conjugués par tous les services techniques locaux.

Concernant le travail de proximité et de sensibilisation à la prévention des risques liés aux saisons d'automne et d'hiver, 3.822

campagnes de sensibilisation ont été organisées au profit des citoyens sur les mesures préventives à prendre avant, pendant et après les changements climatiques, la prévention des accidents de la route pendant les changements climatiques, ainsi que la prévention des asphyxies dues à l'inhalation de monoxyde de carbone". Ces efforts seront poursuivis afin de mieux faire face aux risques liés aux changements climatiques. Le succès de toutes ces opérations préventives dépend de l'engagement des citoyens à maintenir la propreté de leur environnement et à adopter des comportements responsables qui contribuent à atténuer leurs effets, en suivant les consignes de sécurité et en évitant toutes formes de risques aux conséquences graves", conclut le communiqué.

FORMATION PROFESSIONNELLE À ORAN

Près de 1.600 places de formation pour les bénéficiaires de l'allocation chômage

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Oran a fourni environ 1.600 places de formation aux bénéficiaires de l'allocation chômage, au titre de la rentrée de la formation de la session d'octobre 2023, a-t-on appris, lundi, auprès de la Direction du Secteur.

Pour cette session, 1.595 places de formation sont réservées pour cette catégorie, au titre de la formation qualifiante,

dont la direction a fourni plus de 6.800 places. Les bénéficiaires de l'allocation chômage, qui n'ont pas de formation ou de niveau d'études, suivront une formation de courte durée, allant de trois à six mois, pour obtenir un premier certificat de qualification qui les aidera ultérieurement à rechercher un emploi. Selon la même source, il s'agit de 16 établissements de formation, au niveau de la wilaya, assurant des formations

dans plusieurs spécialités de la session d'octobre, à savoir la couture, le prêt à porter, la fabrication de gâteaux, la boulangerie, la fabrication de plats traditionnels, la coiffure et le bâtiment.

Lors des sessions d'octobre 2022 et février 2023, plus de 2.700 bénéficiaires de l'allocation chômage ont été formés dans plusieurs spécialités, notamment sur l'intégration de la pisciculture en agriculture, tri

en machines industrielles, modéliste styliste, installation de plaques en aluminium, réparateur de carrosseries de véhicules, finisseurs et polisseurs de bois et restauration de meubles.

Pour rappel, l'année de formation s'est ouverte, dimanche à Oran, avec environ 16.000 nouveaux stagiaires et apprentis qui ont intégré leurs établissements de formation, avec l'ouverture de six nouvelles spécialités.

DJELFA

Plus de 2.200 détenus inscrits en formation professionnelle

Au total, 2.226 détenus (hommes et femmes) au niveau des établissements pénitentiaires de la wilaya de Djelfa se sont inscrits pour suivre une formation professionnelle à l'occasion de la session d'octobre, ouverte hier dimanche, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP).

Selon le DFEP par intérim, Rabah Gouizi, ces nouveaux inscrits détenus au niveau des établissements pénitentiaires d'Ain Ouessara et de la cité 100 maisons du chef-lieu de la wilaya, vont bénéficier d'une formation dans plusieurs spécialités, dans le cadre de la convention signée entre les secteurs de la Justice et de la Formation professionnelle.

Il suivront des formations en menuiserie,

soudure, couture et autres métiers artisanaux, susceptibles de faciliter l'intégration professionnelle une fois leur peine purgée et ainsi, leur contribution au développement économique national, selon le même responsable. Sur un autre volet et concernant la formation professionnelle des bénéficiaires de l'allocation chômage M. Gouizi a fait part de 2.760 stagiaires (des deux sexes) âgés de 19 à 35 ans, inscrits au niveau de 17 établissements du secteur, pour bénéficier d'une formation de courte durée allant de trois à six mois. Pour rappel, quelque 11.083 stagiaires, dont 8.102 nouveaux inscrits, ont rejoint, hier dimanche, les établissements de la formation professionnelle à Djelfa, au titre de la rentrée pour la session d'octobre.

ONU

Le nombre de déplacés de force dans le monde atteint 110 millions de personnes (HCR)

Le nombre de déplacés de force à travers le monde a atteint 110 millions de personnes, indique lundi l'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Le HCR a signalé qu'«il y a actuellement quelque 110 millions de personnes déplacées de force dans le monde et a exprimé sa grande préoccupation face au déficit de 650 millions de dollars correspondant à 2023, qui l'empêche de fournir une réponse à l'échelle requise par les énormes besoins humanitaires de ces personnes».

Pire encore, le Haut-Commissaire du HCR, Filippo Grandi, a annoncé que les perspectives pour l'année prochaine sont «encore plus inquiétantes et dangereusement basses».

Grandi a assuré que le HCR est confronté à l'un des moments les plus difficiles de ses 70 ans d'histoire.

«Je n'ai jamais été aussi inquiet depuis presque huit ans à ce poste», a-t-il déclaré.

Il a ajouté qu'à mesure que les conflits s'intensifient, le manque de respect du droit international humanitaire s'accroît et



Les civils sont les plus touchés car ils sont obligés de fuir pour sauver leur vie, laissant tout derrière eux pour entreprendre des

voyages pénibles vers des destinations incertaines où, souvent, ses souffrances seront continuer.

EBOULEMENT AU CAMEROUN

Au moins 27 morts (nouveau bilan)

Au moins 27 personnes ont péri dans l'effondrement d'un pan de colline recouvert d'habitations précaires, provoqué par des pluies torrentielles dimanche soir à Yaoundé, la capitale du Cameroun, et les secouristes recherchaient encore des victimes lundi, rapportent des médias locaux dans un

nouveau bilan provisoire. L'éboulement a été provoqué par la rupture d'une digue retenant les eaux d'un lac artificiel situé en hauteur, gonflé par des pluies diluviennes, dans le quartier de Mbankolo, dans la périphérie nord-ouest de Yaoundé, selon la chaîne de télévision publique CRTV.

«Hier nous avons extrait 15 personnes décédées et ce matin nous en avons extrait huit.

Nous continuons à chercher», expliquait en début de matinée le capitaine de vaisseau David Petatou Poufong, commandant en second du corps national des sapeurs-pompiers. Quelques instants

plus tard, le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, parlait sur place d'un nouveau bilan de 27 morts. Le bilan, encore provisoire, fait également état d'une trentaine de maisons détruites et d'une dizaine de morts.

Des familles entières sont sous les décombres.

CLIMAT

Les amphibiens en danger d'extinction dans le monde (étude)

Le changement climatique est devenu le principal facteur qui rapproche les amphibiens (grenouilles, crapauds, salamandres...) de l'extinction, selon une étude scientifique publiée mercredi.

«Le changement climatique représente une menace sous-évaluée pour les amphibiens» et qui deviendra de plus en plus «évident», a souligné Kelsey Neam, spécialiste auprès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) et co autrice de l'étude parue dans la revue Nature.

En l'absence de plumes, poils ou écailles pour les protéger, ces créatures, capables de vivre sur terre et dans l'eau, sont particulièrement vulnérables aux changements de leur environnement.

Elles peuvent ainsi se déshydrater rapidement en raison du réchauffement ou souffrir de la disparition de lieux de reproduction humides. Des orages plus

fréquents et intenses, des inondations et la montée du niveau des eaux menacent aussi les habitats des amphibiens. Une vaste étude de 2004 avait déjà montré que ces animaux étaient les vertébrés les plus menacés sur la planète.

Dans l'article publié mercredi, les scientifiques s'appuient sur une mise à jour l'an dernier de cette étude mondiale, fondée sur l'évaluation de 8.011 espèces pour le compte de l'IUCN. Ils concluent que la situation des amphibiens a continué à se détériorer, avec 41% désormais classés comme «menacé» (une catégorie qui regroupe les espèces vulnérables, en danger et en danger critique).

Le changement climatique est responsable de 39% de la détérioration du statut de conservation des espèces depuis 2004 (affectant 119 espèces), suivi par la perte d'habitat à hauteur de 37%.

La destruction et la dégradation des

habitats - liée à l'agriculture intensive ou à la construction d'infrastructure - reste la menace la plus courante, affectant 93% des espèces d'amphibiens menacées. Dans certaines régions de l'Australie ou du Brésil, la sécheresse causée par le changement climatique devrait par exemple menacer la reproduction de grenouilles, qui ont besoin de l'humidité des sols et des feuilles pour protéger leurs œufs.

«On s'attend à ce que le changement climatique pousse certaines espèces encore plus près de l'extinction», souligne Kelsey Neam.

«En protégeant les amphibiens, nous protégeons les forêts et les écosystèmes qui représentent des solutions importantes et fondées sur la nature pour combattre le changement climatique», plaide-t-elle, soulignant l'urgence à protéger les habitats et à baisser les émissions de gaz à effet de serre.

Sécheresse en Amazonie: "Tous les moyens nécessaires" mobilisés au Brésil (vice-président)

Le vice-président brésilien Geraldo Alckmin a promis mercredi de mobiliser «tous les moyens nécessaires» face à la sécheresse extrême qui frappe actuellement l'Amazonie, lors d'une visite avec plusieurs ministres à Manaus (nord).

«Tous les moyens nécessaires seront employés et les fonds seront débloqués le plus vite possible pour venir en aide à la population», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, après avoir survolé des zones où le niveau de cours d'eau vitaux pour les habitants a baissé de façon critique.

Le président Luiz Inacio Lula da Silva n'a pas pu se rendre à Manaus, capitale de l'Etat d'Amazonas, le plus affecté par la sécheresse, car il se remet d'une opération à la hanche qu'il a subie vendredi à Brasilia.

M. Alckmin, qui est également ministre du Développement, du Commerce et de l'Industrie, était accompagné de plusieurs autres membres du gouvernement, dont la ministre de l'Environnement Marina Silva, et celle des Peuples indigènes, Sonia Guajajara. Dans l'Etat d'Amazonas, le plus vaste du Brésil, recouvert d'immenses étendues de forêt tropicale, la sécheresse affecte directement plus de 500.000 des 4 millions d'habitants, dont un grand nombre d'indigènes et de membres de communautés de pêcheurs qui vivent sur les rives de fleuves.

Le niveau extrêmement bas de ces cours d'eau pose notamment d'énormes problèmes pour la navigation fluviale, cruciale pour le ravitaillement de localités reculées. Certaines de

ces localités dépendent également de ces fleuves pour leur consommation d'eau au quotidien. Les autorités ont pour priorité d'assurer le ravitaillement en eau, nourriture, carburant et médicaments pour ces populations affectées par la sécheresse, qui touche également les Etats voisins de Rondonia et Acre, dans le nord-ouest du pays.

La semaine dernière, le ministre Marina Silva avait annoncé l'envoi par le gouvernement fédéral d'une aide humanitaire «d'urgence» en Amazonie, où la sécheresse a provoqué la mort de milliers de poissons et de dizaines de dauphins roses.

Le gouvernement a d'ores et déjà débloqué 138 millions de réais (environ 25 millions d'euros) pour le dragage des fleuves

Madeira et Solimoes pour augmenter la profondeur des cours d'eau et faciliter ainsi la navigation.

Les travaux devraient être terminés «d'ici 30 à 45 jours», a indiqué mercredi le vice-président Alckmin.

«Selon les spécialistes, la saison des pluies ne commença qu'en novembre cette année dans la région, et elle permettra difficilement aux fleuves de retrouver leur niveau normal», a alerté le gouverneur de l'Amazonas, Wilson Lima.

La sécheresse extrême en Amazonie est due à la fois au phénomène El Niño, qui réduit la formation des nuages et donc les précipitations, et «au réchauffement de l'Atlantique nord, dû au changement climatique incontrôlé», a affirmé Marina Silva.

NIGERIA

Quatre morts et trois blessés dans un accident de route dans le sud-ouest du pays

Au moins quatre personnes ont été tuées et trois autres blessées lundi lorsqu'un bus a percuté un camion en marche dans l'Etat d'Ogun, dans le sud-ouest du Nigeria, a annoncé la police routière.

Florence Okpe, porte-parole du Corps fédéral de sécurité routière à Ogun, a déclaré à la presse à Abeokuta, la capitale de l'Etat, que les victimes ont été atteintes de blessures à différents degrés.

Mme Okpe a indiqué que le camion ne s'était pas arrêté après que le bus l'avait percuté en raison d'un excès de vitesse sur une voie rapide. Les corps des personnes décédées ont été déposés à la morgue, tandis que les blessés ont été transportés dans un hôpital voisin pour y être soignés, a-t-elle ajouté.

BRÉSIL

Deux morts suite à de fortes précipitations

Au moins deux personnes sont décédées à la suite de fortes précipitations qui se sont abattues depuis la semaine dernière sur l'Etat de Santa Catarina, dans le sud du Brésil, a indiqué l'agence de défense civile de l'Etat. Quelque 132 municipalités ont signalé des situations d'urgence en raison des précipitations excessives provoquées par le phénomène climatique El Niño, a précisé l'agence.

Environ 4.000 personnes ont été évacuées de leur domicile, selon l'agence. Le gouvernement de Santa Catarina a annoncé une aide à 39.552 familles touchées par les pluies et les inondations.

Le gouvernement fédéral est prêt à envoyer de l'aide à l'Etat, a indiqué le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva sur le réseau social X.

Le mois dernier, l'Etat voisin du Rio Grande do Sul a enregistré 51 décès dus à des conditions météorologiques extrêmes provoquées par un cyclone extratropical.

Vaste opération de police dans des favelas de Rio de Janeiro

Un millier de policiers ont été déployés lundi matin dans trois favelas de Rio de Janeiro dans le cadre d'une opération contre le crime organisé, alors que la ville est touchée par une vague de violence, que l'annonce les autorités.

«Mille agents des forces de sécurité de Rio de Janeiro commencent aujourd'hui une grande opération de lutte contre le crime dans le Complexe de Maré, à Vila Cruzeiro et dans la Cité de Dieu», a indiqué le gouvernement de l'Etat de Rio sur X.

Ces trois quartiers, dans les zones nord et ouest de la ville, sont considérés comme des fiefs du Comando Vermelho, la plus vaste organisation de narcotrafic de Rio.

«Nous voulons attaquer cette faction criminelle qui tente d'étendre son territoire et d'attiser des conflits avec d'autres organisations criminelles», a expliqué le chef de la police civile de l'Etat de Rio, Renato Torres, lors d'une conférence de presse.

Aucun premier bilan de l'opération n'a été communiqué dans l'immédiat.

Au cours des dernières semaines, Rio a connu plusieurs graves épisodes de violence.

Trois médecins brésiliens venus pour un congrès ont été tués jeudi dans la nuit dans un bar de plage dans le quartier aisé de Barra da Tijuca.

La police considère qu'ils auraient pu être tués par «erreur» sur fond de lutte entre gangs et milices parapolicières dans ce quartier de la zone ouest.

Par ailleurs, sur des images diffusées récemment par la chaîne TV Globo, on voyait des trafiquants armés de fusil s'entraîner à des tactiques de guérilla sur un terrain du Complexe de Maré, l'un des plus grands ensembles de favelas de la ville.

En réponse à la vague de violence, à Rio mais aussi dans l'Etat de Bahia (nord-est), le gouvernement du président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva a annoncé l'envoi de moyens policiers supplémentaires, notamment humains, dans ces deux territoires.

DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN Caravanes médicales à Constantine...

Les activités d'une caravane médicale de solidarité pour le dépistage précoce du cancer du sein et la sensibilisation contre ses dangers, ont été entamées samedi à Constantine.

Le coup d'envoi de cette caravane a été donné, depuis le centre-ville de la commune d'Ain Abid, à l'initiative de la Fondation "Ness El Kheir" de la wilaya de Constantine.

L'initiative, a été organisée par la Commission de santé de la Fondation en collaboration avec l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) et l'Assemblée populaire communale (APC) d'Ain Abid, à l'occasion d'octobre rose, mois dédié à la lutte contre le cancer du sein, a indiqué dans une déclaration à l'APS le président de cette fondation, Lamine Messai.

Il a précisé que plusieurs zones d'ombre, les villages de Bordj M'hiris et de Zehana, les mechtas de Boulguenafed et de Merachda entre autres, sont concernés par cette caravane médicale ayant pour objectif la prise en charge surtout des malades des zones rurales.

Les équipes médicales mobilisées pour mener cette campagne médicale composée de médecins généralistes et spécialistes en Gynécologie-obstétrique, Chirurgie dentaire et thoracique, Cardiologie, Pédiatrie, en plus d'infirmiers et des psychologues, ont également pour missions d'effectuer des consultations, examens et analyses médicaux ciblant en priorité des franges sociales défavorisées des zones reculées dont les personnes âgées et handicapés, a-t-il souligné.

Le programme établi, a encore détaillé, M. Messai, consiste aussi en l'organisation des opérations de dépistage précoce de diverses maladies chroniques telles que l'hypertension artérielle, le diabète et le cholestérol, pour les malades, nécessitant un accompagnement médical, social et psychologique.

Les populations ciblées par cette caravane, organisée, pour la première fois, par cette fondation à caractère caritatif et social, ont reçu en outre des conseils et des recommandations sanitaires, pour prévenir les maladies à transmission hydrique et les méthodes du régime alimentaire équilibré, a-t-il révélé, précisant que des médicaments et des produits pharmaceutiques ont été distribués.

La direction locale de la Santé et de la population et autres instances publiques à l'instar de la Fédération des associations de la société civile, ont lancé des actions médicales et de sensibilisation similaires, à travers des résidences et structures universitaires, des placettes publiques et des centres culturels, qui se poursuivront tout au long du mois en cours, dans le cadre des mesures de lutte contre le cancer du sein.

... et Nâama

Les directions de la santé et de la population et de l'action sociale de Nâama ont lancé, lundi, en collaboration avec des partenaires du mouvement associatif, une caravane de proximité de sensibilisation sur le dépistage précoce et de prévention contre le cancer du sein en faveur des femmes résidant dans les zones de nomades et éloignées, a-t-on appris des organisateurs. A cette occasion et dans le cadre du mois d'octobre rose, Laâlaoui Asma, oncologue à l'Hôpital Mohamed Boudiaf d'Ain Sefra, a indiqué que cette caravane est composée de médecins, de sages-femmes et de psychologues, outre des cellules de proximité de solidarité, soulignant l'importance des campagnes sur cette maladie en vue de sensibiliser les femmes aux foyers et débattre en détails des symptômes de la maladie, ainsi que sur les moyens préventifs et les examens médicaux requis. Cette spécialiste a appelé à la poursuite des campagnes de sensibilisation chez les femmes rurales et les résidentes des zones de nomades, en leur prodiguant les conseils et les orientations nécessaires sur l'autopalpation régulière et son rôle dans la détection des cas du cancer du sein et, par conséquent, d'améliorer la moyenne des guérisons et réduire les décès. La cheffe du bureau de wilaya de l'association "El Fadjr" d'aide aux cancéreux, Malika Derbal, a déclaré que cette caravane sillonnera les communes d'Ain Sefra, Moghrar, Djenni Bourezk, Sfisifa, ajoutant que le village de Belhandjir (Ain Sefra) a été le point de départ de cette action de proximité et de sensibilisation des femmes sur les moyens de prévention et de dépistage précoce du cancer du sein, et ce, avec la participation de tous les acteurs.

EHU D'ORAN "1ER NOVEMBRE 1954" L'unité AVC récompensée lors d'une conférence en Arabie Saoudite

L'Unité de traitement des accidents vasculaires cérébraux (AVC) de l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) "1er novembre 1954" d'Oran a été, récemment, honorée, en marge de sa participation à la neuvième Conférence annuelle sur les accidents vasculaires cérébraux dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, organisée à Riyad, en Arabie Saoudite, a indiqué, lundi, un communiqué de cet établissement de santé.

Cette distinction est le résultat de la participation de l'Unité de traitement des AVC à un programme international d'évaluation, qui mesure la qualité des soins fournis aux patients par les unités de traitement de l'AVC, a précisé le docu-

ment, soulignant que l'évaluation est basée sur plusieurs critères, notamment la rapidité de la prise en charge, qui ne doit pas dépasser 60 minutes après l'arrivée du patient, le nombre de patients ayant reçu une thrombolyse et la réussite

des soins pour les AVC graves. L'évaluation comprend également la formation des infirmières pour traiter ce type de patients, en plus de l'évaluation continue des protocoles suivis par les médecins. L'Unité de Traitement des AVC de

l'EHU "1er novembre 1954" d'Oran fait l'objet d'une évaluation régulière, depuis 2021, et a été honorée à chaque fois des plus hautes distinctions, remportant sept médailles de diamant dans le cadre de ce programme international.

UNIVERSITÉ D'ALGER 2 Campagne de don de sang

Une campagne de don de sang a débuté, lundi au niveau de l'Université d'Alger 2 Abou El Kacem Saâdallah, pour durer un mois entier, en célébration de la Journée nationale de don de sang correspondant au 25 octobre de chaque année.

A cette occasion, le Président de l'Association "Djawhara", auteur de l'initiative, Ziane Dibache, a indiqué que "cette campagne qui durera tout au long du mois d'octobre, à travers différentes universités et communes d'Alger, vise à soutenir les hôpitaux avec ce liquide précieux, sensibiliser les citoyens à l'importance de l'opération et ériger les opérations de don en une tradition permanente chez eux.

Selon l'intervenant, "l'affluence

était dense parmi les étudiants, ce qui reflète l'importance d'organiser des campagnes de manière périodique en vue d'attirer l'attention des citoyens, au lieu d'attendre le déplacement des donneurs vers les centres de transfusion sanguine".

De son côté, Docteur Ali Hammadou a appelé à soutenir les opérations d'approvisionnement des hôpitaux en sang, à travers "l'intensification des campagnes de don, ce qui implique le renforcement de l'opération avec des unités de don itinérantes, en vue de rattraper le manque". A son tour, le vice-président de l'université chargée des relations extérieures et de la coopération, Assia Kaced, a souligné que l'Université d'Alger 2 a

abrité l'initiative, en vue de soutenir les campagnes de sensibilisation dans le domaine de la santé, marquant le mois d'octobre et faire connaître les besoins des malades aux personnes en bonne santé, à même de les faire contribuer à sauver leur vie, sachant que l'université se veut un centre de jeunesse. L'Agence nationale du sang (ANS) fixe comme conditions de faire don de sang, être âgé entre 18 à 65 ans pour le donneur qui doit également jouir d'une bonne santé et avoir un poids de 50 kg et plus. Le donneur peut également faire don de sang 4 fois par an pour les hommes et trois fois pour les femmes, avec respect d'une durée de deux mois au minimum entre deux dons successifs.

SANTÉ SCOLAIRE Ouverture d'une première unité pour la prise en charge de la scoliose à Oran

Les dispositifs de la santé scolaire dans la wilaya d'Oran viennent d'être renforcés par une première unité de dépistage et de suivi (UDS) spécialisée dans la prise en charge de la scoliose chez les élèves, a-t-on appris dimanche de la direction de la santé et de la population (DSP).

"Il s'agit de la première UDS spécialisée dans la scoliose ouverte à Oran et l'une des rares sur le plan

national", a indiqué le chef du service de la prévention au niveau de la DSP, Youcef Boukhari.

Ce nouvel acquis entre dans le cadre des démarches adoptées pour cette rentrée scolaire par la DSP pour l'amélioration de la santé scolaire dans la capitale de l'Ouest, a souligné le même responsable, rappelant que la wilaya d'Oran compte déjà 54 UDS, qui prennent en

charge différentes pathologies.

L'autre nouveauté de cette rentrée scolaire concerne la mobilisation de 12 médecins spécialistes (pédiatres, pneumologues, cardiologues, pédopsychiatres et dermatologues), qui sillonnent les écoles pour effectuer des consultations spécialisées et des suivis.

"Pour les spécialités qui nécessitent des équi-

pements, comme l'ophtalmologie, quatre sites de consultation ont été réservés aux élèves dans les UDS d'Es-Senia, Ain El Beïda, Boutleïf et Gdyl", a fait savoir M. Boukhari. La DSP a, par ailleurs, équipé 14 UDS de fauteuils dentaires à Haï Bouâmama, au lycée Lotfi et à El Ançor, notamment pour la prise en charge des problèmes dentaires des enfants des quartiers défavorisés.

FORMATION Plus de 19.000 professionnels et techniciens administratifs bénéficient de sessions de formation (ministère)

Plus de 19.000 professionnels et techniciens administratifs du secteur de la santé bénéficieront de sessions de formation qui s'étalent jusqu'à la fin de l'année en cours et seront "systématiquement" renouvelées début 2024, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Santé. "Ces formations s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération et de partenariat, conclue le 25 octobre 2022, entre le ministère de la Santé et celui de la Formation et de l'Enseignement professionnels, visant à développer les qualifications professionnelles et à renforcer les compétences des personnels du secteur de la santé à

travers un programme à mettre en œuvre au niveau local", précise le communiqué. Les deux ministères ont entamé la mise en œuvre des clauses de cette convention, à travers la signature "d'une instruction interministérielle définissant les modalités pratiques d'application du contenu de ladite convention et un travail collaboratif entre les établissements du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels et de ceux relevant de la santé", ajoute la même source.

Par ailleurs, les programmes de formation ont été conçus et élaborés par des experts et des enseignants spécialisés dans les métiers proposés à la formation. Ces pro-

grammes seront validés au cours des prochaines sessions de formation prévues en octobre en cours, dans des domaines liés aux techniques de nettoyage en milieu hospitalier, à la préservation de l'hygiène et de la santé, à la maintenance du matériel biomédical, à la cuisine et à la restauration hospitalières, à l'accueil dans les établissements de santé et au secrétariat administratif, ainsi qu'à l'utilisation des logiciels bureautiques. Pour ce faire, note le communiqué, "les ressources financières nécessaires ont été allouées pour couvrir les coûts liés à la mise en œuvre des clauses de la convention".

ALIMENTATION

Une personne meurt de faim chaque seconde ou presque, s'indigne le chef de l'ONU

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a déclaré qu'une personne meurt de faim chaque seconde ou presque, dans le monde.

Dans un message à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, qui sera célébrée le lundi prochain, 16 octobre, M. Guterres indique que "quelque 780 millions de personnes de par le monde ne mangent pas à leur faim, et près de 50 millions d'enfants souffrant d'émaciation sévère risquent de mourir. Pourtant, les fonds récoltés dans le cadre de l'appel humanitaire mondial lancé cette année n'atteignent que 32% de l'objectif fixé". "Dans notre monde d'abondance, il est scandaleux qu'une personne meure de faim chaque seconde ou presque, tandis que le Programme alimentaire mondial est contraint de réduire l'ampleur de ses programmes d'aide essentiels", s'indigne le



SG de l'ONU. Pour lui, "des mesures s'imposent face à cette crise, en premier lieu de la part des gouvernements nationaux, qui ont la responsabilité de veiller à ce que leur

population mange à sa faim. Toutefois, nombre de gouvernements n'ayant pas les moyens de s'acquitter de cette responsabilité, une véritable solidarité internationale est

également essentielle". Cette année, le thème de la Journée mondiale de l'alimentation est axé sur l'eau, élément indispensable à la production d'aliments sains et nutritifs.

ZIMBABWE

Le gouvernement impose des mesures sanitaires contre une résurgence du choléra

Le gouvernement du Zimbabwe a imposé des mesures sanitaires lors des rassemblements publics, notamment dans la capitale Harare, pour lutter contre une résurgence de cas de choléra. La municipalité de Harare a déconseillé, dans un avis largement partagé sur les réseaux sociaux, de se serrer la main, manger lors de rassemblements publics et acheter de la nourriture auprès de vendeurs informels.

Après de 340 kilomètres de la capi-

tale, dans le district de Zaka, les autorités locales ont interdit les rassemblements publics désormais soumis à l'autorisation du ministère de la Santé. Le ministère de la Santé a enregistré 36 nouveaux cas suspects au cours des dernières 24 heures, selon un comptage publié dans la nuit de jeudi à vendredi.

Toutes les régions du pays sont touchées depuis que la maladie est réapparue dans le pays d'Afrique australe en début d'année. Le pays a officielle-

ment enregistré 30 décès depuis février et plus de 900 cas. Mais une centaine de personnes sont suspectées d'avoir succombé à la maladie et près de 4.650 d'avoir été infectées. En 2008, le choléra a fait au moins 4.000 morts au Zimbabwe et infecté 100.000 personnes. Infection diarrhéique aiguë provoquée par l'absorption d'aliments ou d'eau contaminés par une bactérie, le choléra est en forte recrudescence sur le continent africain, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

INDE

Aucun nouveau cas du virus Nipah n'a été enregistré (OMS)

Aucun nouveau cas de Nipah, un virus mortel, n'a été enregistré en Inde depuis le 15 septembre, a annoncé mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), après une épidémie qui a fait deux morts au début du mois. Il n'existe aucun vaccin contre ce virus dont le taux de mortalité est compris entre 40% et 75%, selon l'OMS. Du 12 au 15 septembre, six cas de Nipah ont été confirmés, dont deux mortels, dans le district de Kozhikode, dans l'Etat du Kerala, au sud de l'Inde. Le premier cas, dont la source de contamination n'a pas été identifiée, a ensuite transmis le virus à des proches et à des personnes au sein de

l'hôpital, a indiqué l'OMS dans un point de situation de l'épidémie.

Au 27 septembre, 1.288 contacts des cas confirmés ont été retrouvés y compris des contacts à haut risque et des professionnels de la santé qui ont été placés en quarantaine et sous surveillance pendant 21 jours, a indiqué l'OMS. Depuis le 12 septembre, 387 échantillons ont été testés, dont six se sont révélés positifs, a déclaré l'agence sanitaire des Nations unies. "Depuis le 15 septembre, aucun nouveau cas n'a été détecté", a précisé l'OMS. Les chauves-souris frugivores sont les porteuses naturelles du virus et ont été identifiées comme la cause

la plus probable des épidémies suivantes. Nipah se transmet généralement aux humains par les animaux ou par des aliments contaminés.

Il peut également se transmettre directement entre humains mais ce mode de contamination est plus rare, selon l'OMS. La période d'incubation, c'est-à-dire le temps écoulé entre l'infection et l'apparition des symptômes, varie de quatre à quatorze jours, mais peut atteindre 45 jours. Les symptômes comprennent une fièvre intense, des vomissements et une infection respiratoire mais les cas graves peuvent se caractériser par des convulsions et

une inflammation cérébrale entraînant un coma. La première épidémie de Nipah a été enregistrée en 1998 après que le virus s'est répandu parmi les éleveurs de porcs en Malaisie. Le virus porte le nom du village de ce pays d'Asie du Sud-Est où il a été découvert. "Il s'agit de la sixième flambée du virus Nipah en Inde depuis 2001", a indiqué l'OMS. En 2018, le virus a tué au moins 17 personnes dans le Kerala. Nipah a été répertorié par l'OMS - aux côtés d'Ebola, Zika et Covid-19 - comme l'une des nombreuses maladies méritant une recherche prioritaire en raison de leur potentiel à provoquer une épidémie mondiale.

MALI

Campagne de sensibilisation après la découverte d'un cas de chikungunya à Bamako

Le ministère malien de la Santé et du Développement social a lancé lundi une campagne de sensibilisation après la découverte à Bamako d'un cas de chikungunya chez un jeune homme de 35 ans en provenance de Kayes (ouest), rapportent des médias.

"Le sujet n'a effectué aucun séjour dans les pays où l'épidémie de chikungunya sévit actuellement, notamment au Sénégal et au Burkina Faso", a-t-il noté, ajoutant que "la recherche active

de cas supplémentaires a permis de trouver trois personnes-contacts, toutes prélevées".

Le ministère a rappelé les gestes essentiels susceptibles d'éradiquer les habitats des larves du moustique vecteur, préconisant la prise en charge des éventuels cas et une application stricte des techniques de soins en isolement.

Infection virale transmise par le moustique, le chikungunya sévit dans

le monde entier, en particulier en Afrique. Après une incubation de 4 à 7 jours en moyenne, il se manifeste par une forte fièvre, accompagnée de maux de tête, de courbatures ou de douleurs articulaires pouvant être intenses et toucher principalement les extrémités des membres (poignets, chevilles, phalanges). Le malade peut aussi souffrir de cas occasionnels de complications oculaires, neurologiques et cardiaques.

BANGLADESH

Plus de 1.000 décès de la dengue depuis le début de l'année (nouveau bilan)

Plus de 1.000 personnes sont mortes de la dengue au Bangladesh depuis le début de l'année, selon les nouveaux chiffres officiels, représentant la pire épidémie de cette maladie jamais enregistrée dans le pays.

Les chiffres du ministère de la Santé publiés dimanche soir indiquent que 1.006 personnes sont décédées sur plus de 200.000 cas confirmés. Un précédent bilan donné la semaine passée faisait état de 900 morts de la dengue depuis janvier 2023. Au Bangladesh, la période de mousson de juin à septembre constitue la saison ayant une incidence élevée de cette maladie transmise par les moustiques.

La dengue est une maladie endémique des zones tropicales qui provoque de fortes fièvres, des maux de tête, des nausées, des vomissements, des douleurs musculaires et, dans les cas les plus graves, des saignements pouvant entraîner la mort.

La dengue et d'autres maladies causées par des virus transmis par les moustiques se propagent plus rapidement et davantage en raison du changement climatique, avait prévenu récemment l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

AFRIQUE

Le CDC Afrique appelle à l'autonomie en matière de fabrication des produits de santé

Le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) a appelé à des efforts concertés pour parvenir à l'autonomie en matière de fabrication de produits de santé en Afrique.

Le CDC Afrique, l'agence de santé spécialisée de l'Union africaine, a lancé cet appel après que la compagnie Revital Healthcare EPZ est devenue la première entreprise africaine à obtenir une pré qualification auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la production de seringues autobloquantes à activation précoce.

"Conformément à sa vision d'un nouvel ordre de la santé publique, le CDC Afrique s'engage à renforcer les capacités de fabrication locales sur le continent", a indiqué le CDC dans un communiqué publié vendredi soir.

L'agence a souligné sa détermination à promouvoir l'excellence locale afin d'améliorer les prestations de santé et de garantir la disponibilité des produits médicaux essentiels sur le continent.

Au total, huit fabricants dans le monde ont obtenu une pré qualification de l'OMS pour des seringues autobloquantes, mais Revital Healthcare EPZ est le premier et le seul producteur africain à en faire partie, a indiqué le CDC Afrique.

L'entreprise est désormais prête à produire plus de 300 millions de seringues autobloquantes par an, ce qui contribuera à sécuriser l'approvisionnement du continent africain en équipements médicaux essentiels.

La réussite de l'entreprise "illustre le potentiel d'innovation et les prouesses industrielles de l'Afrique, et atteste de notre engagement collectif à construire un écosystème de soins résilient et autosuffisant", a ajouté le CDC Afrique.

ANÉMIE CE N'EST PAS FORCÉMENT UN MANQUE DE FER

L'anémie est définie par la diminution anormale des globules rouges ; elle est quasi universellement attribuée au manque de fer, alors que ce n'est pas le seul facteur. Certaines anémies reviennent ainsi très régulièrement, dès que la supplémentation en fer s'arrête. Seul moyen d'y mettre fin : rechercher la cause.

L'anémie entraînant une mauvaise oxygénation des tissus, les premiers symptômes sont souvent une fatigue associée à un essoufflement rapide et disproportionné à l'effort. Ces symptômes sont également aggravés en altitude. L'immunité peut être aussi très fragilisée rendant l'organisme plus vulnérable aux infections.

Des malaises déclinés en se levant ou en restant longtemps debout peuvent aussi être des signes d'alertes. Enfin, le visage est souvent (mais pas systématiquement) pâle, voire décoloré, les pieds et mains systématiquement froids.

DES ANALYSES POUR Y VOIR PLUS CLAIR

En cas de doute, la prise de sang permet de révéler l'anémie quand le taux d'hémoglobine est inférieur à 120 g/l chez la femme, 130 g/l chez l'homme. Attention chez la femme enceinte, les normes sont différentes : on ne peut parler d'anémie qu'au-dessous de 105 g/l.

En cas d'anémie, il peut être intéressant de faire doser le volume globulaire moyen (VGM) : s'il est diminué, il s'agit probablement d'une carence en fer, mais s'il est augmenté il s'agit plutôt d'une carence en vitamines B9 et/ou B12, elles aussi responsables d'anémie.

Le dosage de la ferritine est aussi un indice complémentaire pour évaluer une carence en fer. Si c'est le cas elle est en dessous de 25µg/l, 50µg/l pour une femme ménopausée ou un homme. A noter que cependant, la ferritine est en hausse en cas de dysbiose (déséquilibre intestinal) : c'est en effet une protéine inflammatoire, dont le taux augmente en présence d'inflammation. Mais elle sera également augmentée s'il y a un surcharge en fer, une atteinte hépatique ou



une hémochromatose.

L'anémie peut être également un indice et/ou une conséquence d'une dysbiose intestinale, voire un symptôme de la maladie coeliaque (allergie au gluten). D'où l'intérêt d'en rechercher la cause avant une supplémentation systématique...

L'ANÉMIE PEUT AVOIR PLUSIEURS CAUSES

Si y a réellement une carence en fer, chez une femme, des règles hémorragiques sont évidemment la première cause à rechercher. Des hémmorragies accidentelles, ou consécutives à une opération sont aussi responsables d'une perte ac-

crue de fer. Les périodes de grossesses et d'allaitement sont également consommatrices de fer. Mais beaucoup plus fréquemment qu'on ne l'imagine, l'anémie peut être due à une carence en vitamines B9 ou de vitamine B12 : ces vitamines sont toutes deux nécessaires à la formation des globules rouges. Leur carence entraîne donc anémie, mais aussi fatigue, troubles du sommeil et de la mémoire, déprime, troubles digestifs.

Un régime alimentaire déséquilibré, voire carencé, et une mauvaise absorption intestinale sont souvent les premiers responsables. Le fer est normalement absorbé au niveau de l'intestin. Si la

muqueuse intestinale est enflammée, les oligo éléments et vitamines ne seront plus assimilés par l'organisme.

Une parasitose peut également modifier l'absorption. Si l'anémie apparaît après plusieurs mois ou années d'inflammation intestinale ou après un changement de mode alimentaire, elle n'est que la partie émergée de l'iceberg : elle ne sera résolue durablement qu'en rétablissant le terrain.

LES SOLUTIONS ANTI-CARENCE EN FER

Des mesures nutritionnelles sont à mettre en place pour augmenter les apports alimentaires :

carac, foie, viande, vin rouge, légumineuses, œufs, huîtres, pâtes, fruits secs, spiruline, épinards, persil, cresson, sésame...

Le fer présent dans la viande et les produits animaux est beaucoup plus assimilable pour l'organisme que le fer présent dans les végétaux. Il s'agit de fer hémique, absorbé à hauteur de 20 à 25%. Dans les végétaux, il s'agit de fer sous forme non hémique, assimilé seulement à hauteur de 3 à 5%.

A noter que le thé limite l'absorption du fer, tout comme le calcium et le zinc qui utilisent les mêmes transporteurs pour passer la barrière intestinale.

TROIS CONSEILS DE BASE

Si une complémentation est nécessaire, préférez du fer d'origine naturelle : sous forme d'ampoules d'oligothérapie, ou par un apport en lithothérapie grâce au remède Hématite D8.

L'hématite est une roche composée d'oxyde ferrique à 70% et de fer à 30%. Elle est indiquée en cas d'anémie, de fatigue, d'hypotension... La version sans alcool est même utilisable par les femmes enceintes.

Une supplémentation en vitamines B d'origine naturelle sera une supplémentation presque obligatoire, accompagnée de pré et probiotiques.

Enfin l'ortie est depuis toujours traditionnellement associée au traitement de l'anémie : sa richesse en minéraux, notamment silice et fer, sa concentration en chlorophylle aussi, en font l'alliée de choix... pour une santé de fer !

L'ANÉMIE LIÉE À DES PERTES D'AUDITION

Les personnes anémiques, c'est-à-dire qui manquent de fer, subiraient plus de pertes auditives que les autres.

Vieillesse, exposition au bruit, écoute prolongée à volume élevé... Les causes de déficience auditive sont multiples. Des chercheurs viennent de trouver un lien entre l'anémie ferriprive (carence en fer) et la perte d'audition. Dans leur étude parue dans JAMA Otolaryngology-Head & Neck Surgery, ils ont testé l'audition de 305 339 personnes âgées de 21 à 90 ans. Ils ont pris en compte la perte auditive neurosensorielle, c'est-à-dire les lésions de la cochlée ou des liaisons nerveuses entre l'oreille interne et le cerveau, mais aussi la perte auditive conductrice, qui concerne l'oreille externe et moyenne.

Grâce aux dossiers médicaux, les chercheurs ont établi les taux d'hémoglobine et de ferritine des participants qu'ils ont considérés comme élevés, moyens ou faibles en fonction des taux de références par sexe et par âge.

Les personnes anémiques, c'est-à-dire qui manquent de fer, subiraient plus de pertes auditives que les autres.

DEUX FOIS PLUS DE PERTES D'AUDITION CHEZ LES PERSONNES ANÉMIQUES

16% des volontaires présentaient une perte auditive, quel que soit le type. Ce chiffre monte à 34%, soit plus du double, pour les personnes anémiques. Les scientifiques ont donc conclu à une association significative entre perte d'audition et anémie. Cela ne signifie toutefois pas qu'il s'agit d'un lien de cause à effet. Des travaux ultérieurs permettront d'en savoir plus, et de déterminer si le traitement de la carence en fer pourrait améliorer l'audition, voire résorber les pertes auditives.

© Nouran/Alamy

QU'EST-CE QUE L'ANÉMIE HÉMOLYTIQUE

Une anémie hémolytique désigne une anémie dans laquelle les globules rouges sont anormalement détruits dans le sang.

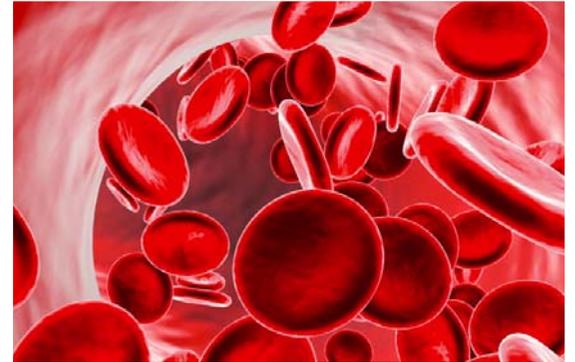
DÉFINITION DE L'ANÉMIE HÉMOLYTIQUE

L'anémie hémolytique est observée lorsque les globules rouges sont détruits de façon excessive et précoce dans le sang (en moins de trois semaines au lieu de trois mois en temps normal). Leur destruction est accélérée et la moelle osseuse ne parvient pas à augmenter suffisamment sa production de globules rouges pour compenser ces pertes.

CAUSES DE L'ANÉMIE HÉMOLYTIQUE

L'anémie hémolytique peut être soit héréditaire soit acquise. Dans le premier cas, les globules rouges sont déficients. Dans le second cas, l'anémie hémolytique a une cause extérieure. Il peut s'agir d'une intoxication (à cause d'un médicament (à cause d'un médicament à la L-dopa, d'une piqûre ou d'une morsure d'insecte ou encore d'une intoxication au plomb, par exemple), d'un trouble immunologique (auto-immun ou allergique), d'une infection (une gastro-entérite grave ou le paludisme, par exemple) ou encore d'une cause mécanique (des prothèses valvulaires cardiaques, les dialyses...).

L'anémie hémolytique entraîne les mêmes symptômes que toutes les anémies, notamment une faiblesse et une augmentation de la fréquence respiratoire. En cas de crise hémolytique aiguë,



on observe des douleurs semblables à des courbatures au niveau du ventre, des lombaires, des membres ainsi que des maux de tête. Généralement, une fièvre apparaît, accompagnée de palpitations, de vomissements, de diarrhées et de symptômes urinaires (hémoglobinurie) ainsi qu'un icteré hémolytique. S'il s'agit d'une anémie hémolytique chronique, le patient présente un teint pâle jaunâtre

(jaunisse) avec des selles et des urines foncées. On peut également retrouver une splénomégalie (rate augmentée de volume), une légère hépatomégalie (augmentation de volume du foie) et des crises de foie parfois accompagnées de troubles dermatologiques.

DIAGNOSTIC DES ANÉMIES HÉMOLYTIQUES

Le diagnostic d'anémie hémolytique est posé à l'observation des symptômes et est

confirmé suite à des analyses sanguines qui mettent en évidence les anomalies globulaires.

TRAITEMENT DES ANÉMIES HÉMOLYTIQUES

Le traitement des anémies hémolytiques dépend de leur origine. Elles seront traitées par corticothérapie si elles ont une origine immunologique. Dans les autres cas, outre la prévention qui est de mise, on procède à une transfusion si besoin.

Etre anémié augmente le risque de décès après un AVC

L'anémie augmenterait le risque de décès dans l'année qui suit un accident vasculaire cérébral ou un accident ischémique transitoire, selon une étude de l'Université d'Aberdeen, en Ecosse.

L'anémie est fréquente à la fois chez les personnes âgées mais aussi chez les patients ayant fait un accident vasculaire cérébral (AVC) aigu. Or, selon une étude des chercheurs de l'Université d'Aberdeen, en Ecosse, cette anémie, qui se caractérise par un faible taux d'hémoglobine (les cellules sanguines qui transportent l'oxygène dans le corps) augmenterait le risque de décès dans l'année qui suit l'AVC.

"Nous avons constaté que la probabilité de mourir d'un accident vasculaire cérébral ischémique est environ deux fois plus élevée chez les personnes souffrant d'anémie par rapport à celles qui n'ont pas d'anémie, et le risque de décès par accident vasculaire cérébral hémorragique est environ 1,5 fois plus élevé", a déclaré le Dr Phylo Myint, professeur de médecine de la vieillesse à l'Université d'Aberdeen et principal auteur de l'étude publiée par l'American heart association.

UN RISQUE PLUS ÉLEVÉ JUSQU'À UN AN APRÈS L'AVC

Pour cette étude, les chercheurs ont examiné les données de 803 patients âgés de 77 ans en moyenne et admis à l'hôpital pour un AVC aigu entre 2003 et 2015. Les chercheurs ont évalué l'impact de l'anémie et du taux d'hémoglobine sur la santé du patient jusqu'à un an après l'AVC.

En outre, un taux d'hémoglobine élevé a été associé à un risque plus élevé de décès, princi-



ils ont constaté que l'anémie était diagnostiquée chez environ un quart des patients et était associée à un risque plus élevé de décès jusqu'à un an après l'admission à l'hôpital, que ce soit pour un AVC ischémique (vaisseau sanguin obstrué) ou un AVC hémorragique (vaisseau sanguin rompu).

Selon les chercheurs, cette étude devrait inciter les médecins à traiter les causes sous-jacentes à l'anémie chez les patients hospitalisés (par exemple une carence en fer) afin d'améliorer le pronostic vital après un AVC.

QUELS SIGNES DOIVENT ALERTE ?

Épuisée, essoufflée au moindre effort, une mine de papier niché... Et si ça venait d'une insuffisance en fer ? On fait le point sur ce minéral indispensable avec Béatrice Benavent-Marco, diététicienne-nutritionniste.

Une fatigue inhabituelle, un essoufflement, un teint pâle sont des signes d'anémie par manque de fer. Des troubles de la mémoire, une baisse des performances intellectuelles, une chute de cheveux, une plus grande vulnérabilité aux infections peuvent aussi indiquer un manque de fer.

POURQUOI LES FEMMES SONT-ELLES PLUS EXPOSÉES ?

Tout simplement parce que de l'adolescence à la ménopause, leurs règles entraînent des pertes en fer non négligeables. Les femmes qui présentent des fibromes de l'utérus sont particulièrement à risque, car elles perdent beaucoup plus de sang lors de leurs règles, ce qui retentit sur leurs réserves en fer.

Le risque de carence augmente aussi en cas de grossesses rapprochées.

EXISTE-T-IL D'AUTRES SITUATIONS À RISQUE ?

En période de croissance, les besoins en fer sont très importants. Et au cours de la vie, toutes les maladies qui peuvent occasionner des saignements répétés (ulcères, hémorroïdes, cancers, maladies inflammatoires...) font courir le risque d'un déficit en fer. On y pense aussi chez les personnes âgées qui mangent trop peu.

LA PRATIQUE DU SPORT PEUT-ELLE ÊTRE EN CAUSE ?

Oui. C'est le cas, par exemple, de la course à pied. L'impact répété des pieds sur le sol crée des microtraumatismes qui « éclatent » les globules rouges.

Une transpiration excessive lors de l'effort serait aussi en cause. Sans oublier que ceux qui se serrent la ceinture en vue d'une compétition peuvent, du même coup, se priver



ON DOSE, QUOI EXACTEMENT POUR ÊTRE FIÈLE ?

Seule une prise de sang permet de savoir si on manque vraiment de fer. Le médecin généraliste en demande une quand

il constate une fatigue ou une pâleur anormale. Mais, plus que le fer, c'est la ferritine qui doit être dosée. Cette protéine, qui permet le stockage du fer est, en effet, le témoin de nos réserves. Dans certains cas, ce dosage peut être complété par celui du fer et de la transferrine, la protéine qui assure le transport du fer dans l'organisme.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Présidentielle 2023: fin du dépôt des candidatures à la CENI

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) de la République Démocratique du Congo a officiellement clôturé la période de réception des candidatures pour l'élection présidentielle prévue en décembre 2023, en conformité avec le calendrier électoral établi, ont rapporté lundi des médias.

La prochaine étape cruciale du processus électoral comporte plusieurs phases importantes. Tout d'abord, du 9 au 14 octobre 2023, les candidats auront la possibilité de retirer ou de substituer leurs dossiers de candidature à l'élection présidentielle. Ensuite, du 18 au 19 octobre 2023, l'Assemblée Plénière de la CENI délibérera sur les candidatures et publiera la liste provisoire des candidats à la présidence de la République. Cette liste

provisoire fera l'objet de notifications aux candidats déclarés irrécevables, une étape prévue du 20 au 22 octobre 2023.

Du 23 octobre au 1er novembre 2023, les candidats auront la possibilité de déposer des recours en contestation des listes de candidatures à l'élection présidentielle devant la Cour constitutionnelle. Les arrêts de la Cour constitutionnelle seront notifiés à la CENI du 2 au 4 novembre 2023, et la CENI prendra

en compte ces arrêts du 5 au 8 novembre 2023. La publication de la liste définitive des candidats à l'élection présidentielle, conformément à l'article 110 de la loi électorale, est prévue pour le 18 novembre 2023. Ces étapes marquent une phase cruciale du processus électoral en République Démocratique du Congo. Les candidats auront l'occasion de présenter leurs programmes et de solliciter le soutien des électeurs.

Un regain de violences fait fuir près de 85.000 personnes au Nord-Kivu (ONU)

A la suite d'une nouvelle escalade de violence depuis le début d'octobre à Masisi, près de 85.000 personnes ont dû fuir diverses localités de la province du Nord-Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), s'est alarmée lundi l'ONU.

La situation humanitaire dans les territoires

de Masisi et Rutshuru, au Nord-Kivu, connaît une détérioration significative, avec la récurrence de violents affrontements entre groupes armés, indique lundi le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) dans son dernier rapport de situation humanitaire consacré à ce pays.

Selon l'agence onusienne, plus de 84.700 personnes ont été contraintes de fuir leur domicile pour chercher refuge dans divers endroits, notamment Mweso, Nyanzale, Kitsanga, Kalemba, Pinga, Kibachiro, Kahira, Ngingwe, Kyatembe et d'autres localités situées dans le territoire de Masisi. Depuis la se-

maine dernière, des affrontements opposant les rebelles du M23 et des groupes armés locaux, dont des milices Wazalendo, sont signalés dans le Masisi.

Et depuis, au moins 20 civils ont été tués et plus de 30 autres blessés, selon OCHA qui cite des sources humanitaires locales.

LIBÉRIA

Près de 2,4 millions de Libériens aux urnes pour des élections générales

Plus de deux millions d'électeurs sont appelés aux urnes, mardi, au Libéria pour des élections générales, dont la présidentielle. Près de 2,4 millions sont appelés aux urnes mardi pour désigner un successeur au sortant George Weah qui brigue un second mandat. 19 candidats s'affrontent au premier tour de l'élection présidentielle. Les élec-

teurs votent également pour renouveler la Chambre des représentants. Les premiers résultats sont attendus dans les 48 heures suivant le vote. Selon la Constitution, un second tour est organisé le second mardi qui suit l'annonce du résultat final, soit début novembre. Les élections législatives ne comportent en revanche qu'un seul tour. Les

autorités promettent des élections libres et pacifiques, jurent de traquer les fauteurs de troubles, tandis que la commission électorale s'évertue à rassurer sur sa capacité à organiser un scrutin juste et crédible. L'Union européenne, l'Union africaine, la Communauté des Etats ouest-africains et les Etats-Unis ont déployé des observateurs.

SOMALIE

20 terroristes shebab tués dans le centre du pays

Les forces d'élite de l'Armée nationale somalienne, soutenues par des partenaires internationaux, ont tué 20 éléments du groupe terroriste shebab lors d'une opération nocturne dans la région somalienne de Mudug (centre), ont annoncé lundi des responsables. Le ministère de l'Information, de la Culture et du Tourisme a indiqué que l'opération ciblait les

shebab dans leurs zones de replis de la forêt de Shabellow. L'objectif des forces conjointes était de détruire les véhicules de combat utilisés par les terroristes, le matériel militaire, la nourriture et les médicaments, ainsi que de désactiver leur réseau, tout a été complètement détruit", a fait savoir le ministère dans un communiqué. Il a ajouté que les soldats avaient tué

plus de 100 terroristes shebab la semaine dernière au cours de l'un des affrontements les plus meurtriers d'une campagne qui dure depuis un an et dont le but est de déloger les terroristes qui attaquent quasi quotidiennement les forces du gouvernement. La campagne de reconquête du pays intervient après que Mogadiscio a demandé au

Conseil de sécurité des Nations unies de reporter le retrait en cours des troupes internationales de Somalie. En vertu du calendrier actuel, quelque 3.000 soldats de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) devaient quitter le pays à la fin du mois de septembre dans le cadre d'un retrait progressif qui doit durer jusqu'en décembre 2024.

ETHIOPIE

Une croissance économique prévue à 7,9 % au cours de l'exercice en cours

L'économie éthiopienne devrait enregistrer une croissance de 7,9 % au cours de l'exercice budgétaire national 2023/2024 en cours, qui a débuté le 8 juillet, a déclaré la présidente éthiopienne Sahle-Work Zewde. Elle a fait ces remarques lundi en s'adressant à la session conjointe de la Chambre des représentants du peuple et de la Chambre de la fédération, respectivement la chambre basse et la chambre haute du Parlement éthiopien. Citée par l'agence de presse officielle éthiopienne, Mme Zewde a indiqué que son pays avait

enregistré une croissance économique de 7,5 % au cours du dernier exercice fiscal 2022/23 qui s'est terminé le 7 juillet 2023, soulignant que cette croissance avait été obtenue malgré des circonstances difficiles résultant de calamités naturelles et d'origine humaine. "Notre économie se trouve à un tournant, elle sort des difficultés et entre dans une nouvelle ère d'expansion soutenue", a-t-elle dit. La présidente éthiopienne a par ailleurs noté que dans le cadre des efforts visant à faire face aux circonstances difficiles, le gouver-

nement éthiopien avait lancé une initiative dédiée baptisée "Que l'Ethiopie produise", qui avait facilité l'ouverture de 160 usines à travers le pays. Le secteur des services en particulier a connu une croissance de 7,8 %, tandis que le secteur du tourisme a enregistré des gains encourageants malgré les difficultés, a précisé Mme Zewde, ajoutant que la croissance économique positive permettrait la création de plus de 3,5 millions de nouveaux emplois au cours de l'exercice budgétaire éthiopien en cours.

SOUDAN

Trois civils tués dans des bombardements sur un hôpital

Au moins trois civils ont été tués lundi au Soudan, après le bombardement d'un hôpital à Omdourman, a annoncé une source médicale. "Des obus sont tombés sur l'hôpital Al-Nau", à Omdourman, la banlieue nord de la capitale soudanaise Khartoum, a déclaré la même source.

Omdourman est le théâtre de violents combats entre l'armée régulière dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhane et les Forces de soutien rapide (FSR) de son ancien adjoint, Mohamed Hamdan Daglo, en guerre depuis le 15 avril. En août, Médecins sans frontières (MSF) a averti que l'hôpital Al-Nau "est l'un des derniers établissements de santé ouverts à Omdourman".

"C'est également le seul établissement doté d'une salle d'urgence de traumatologie ou d'une capacité chirurgicale dans le nord d'Omdourman, où tous les blessés de la ville sont amenés", a déclaré MSF. Selon les Nations unies, plus de 70% des hôpitaux du pays sont hors service.

Même si la plupart des combats étaient cantonnés à la capitale et à la région occidentale du Darfour, ils se sont étendus aux zones au sud de Khartoum, selon des témoins.

Dans la ville de Jabal Awliya, à 50 kilomètres au sud de la capitale, les médecins "ont dû interrompre tout travail à l'hôpital depuis hier soir en raison de bombardements d'artillerie lourde", a déclaré un médecin.

"Des dizaines de blessés" sont restés à l'hôpital, en attente de soins urgents, a-t-il ajouté. Les bombardements de lundi surviennent au lendemain de la reprise des combats à El Obeid, la capitale de l'Etat du Nord-Kordofan, à 350 kilomètres au sud de Khartoum. L'ONU recense près de 5,5 millions de déplacés et réfugiés par les combats au Soudan.

Le Soudan et l'Iran conviennent de reprendre leurs relations diplomatiques

Le Soudan et l'Iran ont annoncé lundi la reprise de leurs relations diplomatiques rompues depuis sept ans. "La République du Soudan et la République islamique d'Iran ont décidé de reprendre les relations diplomatiques entre elles pour servir les intérêts des deux pays suite à des contacts de haut niveau au cours de ces derniers mois", indique un communiqué conjoint publié lundi par leur ministère des Affaires étrangères respectif.

"Les deux gouvernements ont convenu de développer les relations amicales sur la base du respect mutuel de la souveraineté, de l'égalité, des intérêts communs et de la coexistence pacifique", selon ce communiqué. L'Iran et le Soudan ont aussi convenu de prendre les mesures nécessaires pour la réouverture de leurs ambassades et de prendre des dispositions pour échanger des délégations officielles afin de discuter des voies et moyens de développer la coopération bilatérale, ajoute ce communiqué.

19 millions d'enfants ne sont pas scolarisés

Quelque 19 millions d'enfants - 1 sur 3 - ne sont toujours pas scolarisés au Soudan, alors que le conflit brutal qui frappe le pays approche de son sixième mois, selon les Nations unies et une ONG. "Sur 19 millions d'enfants, environ 6,5 millions ont perdu l'accès à l'école en raison de la violence et de l'insécurité croissantes dans leurs régions, et environ 10 400 écoles dans les zones touchées par le conflit ont fermé leurs portes", ont indiqué dimanche dans un communiqué le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'ONG Save the children. Pendant ce temps, plus de 5,5 millions d'enfants résidant dans des zones moins touchées par la guerre attendent la réouverture des classes, a ajouté la même source, affirmant qu'avant même que le conflit n'éclate en avril, près de 7 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés. Mandip O'Brien, représentant de l'UNICEF au Soudan, a averti que "le Soudan est sur le point de connaître la pire crise éducative au monde".

De son côté Arif Nour, directeur national de Save the Children au Soudan, a déclaré: "Depuis le début du conflit, le Soudan est devenu la plus grande crise de déplacement interne au monde, avec 4,4 millions de nouvelles personnes déplacées au Soudan, dont environ 2,5 millions d'enfants. En outre, 5 millions d'enfants en âge scolaire se retrouvent piégés dans des zones de conflit actif. Cela les expose au risque de perdre un accès essentiel à l'éducation et aux services de protection essentiels".

PALESTINE

Le bilan de l'agression sioniste contre le peuple palestinien monte à 788 martyrs et 4100 blessés

Le bilan de l'agression sioniste en cours contre la bande de Ghaza et la Cisjordanie occupées s'est élevé mardi à 788 martyrs et 4100 blessés, a rapporté l'agence de presse palestinienne (Wafa) citant des sources médicales.

Le nombre de martyrs dans la bande de Ghaza s'est élevé à 770, tandis que le nombre de blessés s'est élevé à 4 000, avec la poursuite des bombardements intenses dans toute la bande, indique Wafa citant des sources médicales officielles.

18 palestiniens sont tombés en martyrs en Cisjordanie occupée, dont 3 enfants, tandis qu'environ 100 autres ont été blessés, ajoute la même source.

Un précédent bilan faisait état de 704 martyrs et près de 3900 blessés.

Les avions de chasse de l'occupation sioniste ont effectué de nouvelles frappes contre des cibles civiles dans la bande de Ghaza pour la quatrième journée consécutive.

Ces avions ont bombardé l'hôpital ophthalmologique international dans la région de Tal al-Hawa et plusieurs maisons dans les villes de Beit Hanoun, Beit Lahia, Jabalia et la région d'Al-Faluja au nord de la bande de Ghaza, faisant des dizaines de martyrs et de blessés. Les avions ont également bom-



bardé plusieurs appartements résidentiels à Bordj Al-Andalus, au nord du quartier d'Al-Nasr à Ghaza, ainsi que plusieurs maisons à Al-Shuja'iya, Al-Tuffah, dans le camp d'Al-Shaïf et dans le quartier d'Al-Zaytoon, et plusieurs maisons dans les camps d'Al-

Bureij, Al-Nuseirat et Al-Maghazi, ainsi que dans la ville de Deir Al-Balah, au centre de la bande de Ghaza, selon la même source.

Les frappes aériennes ont ciblé plusieurs maisons dans les gouvernorats de Khan Younes et de Rafah, au sud de la bande de

Le règlement de la question palestinienne doit se faire sur la base d'une solution à deux Etats (Lavrov)

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a réaffirmé lundi que le règlement de la question palestinienne devait se faire sur la base d'une solution à deux Etats, soulignant que ce dossier ne pouvait plus attendre. "La Russie et tous les membres de la Ligue arabe doivent contribuer à mettre fin à l'effusion de sang et aux souffrances des civils en Palestine, il est possible d'y parvenir", a déclaré M. Lavrov dans une conférence de presse à l'occasion de la visite à Moscou du secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit. Le chef de la diplomatie russe, cité par l'agence de presse

Sputnik, a souligné que pour résoudre le conflit au Proche-Orient, il est nécessaire de "régler la question palestinienne sur la base d'une solution à deux Etats", affirmant que celle-ci est "la plus crédible".

"Le problème palestinien ne peut plus attendre", a-t-il insisté. "Nous sommes prêts à le faire avec les pays arabes et tous les autres pays qui veulent une paix durable au Moyen-Orient", a-t-il poursuivi. "Nous avons averti à plusieurs reprises que la politique extrémiste (de l'occupant sioniste) représente une bombe à retardement qui prive la région de stabilité", a regretté pour sa part le secré-

taire général de la Ligue arabe, qui a appelé à trouver "une résolution juste au conflit" et à la création de "perspectives politiques".

Aboul Gheit a indiqué que la situation actuelle ne peut être isolée du contexte temporel, qui est la poursuite de l'occupation et l'empêchement du peuple palestinien d'établir son Etat indépendant aux frontières de 1967.

"L'obstruction de tout effort de paix, la poursuite de la colonisation et l'annexion des terres sans arrêt sont des facteurs qui ne peuvent être ignorés", a rappelé Aboul Gheit. L'agression sioniste contre le peuple palestinien se

poursuivait lundi pour la troisième journée consécutive, faisant encore plus de morts et de victimes parmi les civils innocents pour un bilan provisoire d'au moins 576 martyrs et 2.900 blessés dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie occupée, selon l'agence de presse palestinienne Wafa, qui cite des sources hospitalières.

La résistance palestinienne a lancé samedi à l'aube, depuis la bande de Ghaza une opération baptisée "Déluge d'Al-Aqsa" en riposte aux crimes de l'occupation sioniste, de ses exactions à l'encontre du peuple palestinien et des assauts répétés contre la Mosquée d'Al-Aqsa.

LUXEMBOURG

Le Premier ministre présente la démission de son gouvernement

Le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, a présenté, lundi, la démission de son gouvernement, selon un communiqué de la cour grand-ducale du Luxembourg, repris par des médias locaux.

Cette décision découle de la perte de sièges des Verts au Parlement lors des élections législatives tenues dimanche, passant de neuf à cinq sièges, ce qui a fragilisé la coalition libérale, socialiste et écologiste dirigée par M. Bettel. La coalition a désormais perdu sa majorité parlementaire.

Le parti de droite souverainiste (ADR) a enregistré, en effet, une nouvelle poussée (+1 point par rapport au scrutin de 2018), à 9,3% des suffrages. Comme il y a 5 ans, les sociaux-chrétiens sont arrivés en tête (29% des voix, +0,9 point) dans ce petit Etat de l'UE (660.000 habitants), selon des résultats complets publiés dimanche soir après la fin du dépouillement.

Mais cette fois la coalition tripartite libérale, socialiste et écologiste, dirigée depuis 2013 par Xavier Bettel, 50 ans, ne sera pas en mesure de leur barrer la route. Avec 21 sièges (comme en 2018), les sociaux-chrétiens dirigés par l'ancien ministre des Finances, Luc Frieden (60 ans), semblaient dimanche soir en position de force.

ETATS UNIS

Le président américain a été interrogé dans le cadre de l'enquête sur ses documents

Joe Biden a été interrogé dans le cadre de l'enquête sur une série de documents confidentiels trouvés dans un ancien bureau à Washington ainsi que dans sa maison familiale de Wilmington (Delaware, est), a fait savoir la Maison Blanche lundi.

L'interrogatoire, qualifié de "volontaire", s'est déroulé dimanche et lundi selon l'exécutif américain, qui indique que "le président et la Maison Blanche coopèrent" avec l'enquête, menée par un procureur spécial.

La police abat un automobiliste dont le véhicule a foncé dans un consulat de Chine

La police de San Francisco a annoncé avoir abattu lundi un homme dont le véhicule est rentré violemment dans le consulat chinois de la ville. Le suspect a "foncé violemment dans le hall d'administration de notre consulat, menaçant sérieusement la vie des équipes et des personnes sur place et causant de sérieux dommages" au bâtiment, a affirmé dans un communiqué un porte-parole du consulat.

"Le suspect a été maîtrisé par la police", a-t-il poursuivi, condamnant cette "violence attaquée" et demandant l'ouverture d'une enquête. Kathryn Winters, sergent de la police de San Francisco, a déclaré à la presse que "des agents (...) sont entrés en contact avec le suspect et des tirs impliquant un officier ont eu lieu".

La victime a été déclarée morte à l'hôpital malgré les efforts des policiers et secours sur place, a-t-elle ajouté, sans être en mesure de donner des informations sur son identité. Des images publiées sur les réseaux sociaux, montrent un véhicule à l'intérieur du bâtiment et des policiers pointer leur arme en direction de la portière conducteur, pendant que des personnes en prennent la fuite. Une enquête menée par la police de San Francisco et le Département d'Etat est en cours, selon Mme Winters.

APS

GRANDE-BRETAGNE

Les travaillistes en congrès promettent de "rebâtir" la Grande-Bretagne

Les travaillistes réunis en congrès à Liverpool ont promis lundi de "rebâtir" la Grande-Bretagne et d'apporter la sécurité et la responsabilité économique après le "chaos" des années de gouvernement conservateur, dans un pays marqué par la crise du coût de la vie. "Je vous fais cette promesse", le parti travailliste "restaurera la crédibilité économique" du pays et "augmentera le niveau de vie", a déclaré à la tribune du congrès Rachel Reeves, la plus haute responsable travailliste pour la

politique économique, et qui deviendrait ministre des Finances si son parti remportait les prochaines élections législatives. Les travaillistes bénéficient actuellement d'une confortable avance dans les sondages. "Nous sommes le parti de la discipline, avec la détermination et la vision pour rebâtir la Grande-Bretagne", a martelé Mme Reeves, insistant sur la promesse d'une "nouvelle ère de sécurité économique". Fustigeant des années d'"austérité" sous gouvernement

conservateur après la crise financière, et le référendum sur le Brexit "sans plan" qui s'est soldé par la sortie britannique de l'UE, la dirigeante travailliste a affirmé que son parti restaurerait la "solidité" qui nous permet, en tant que société, de résister aux chocs mondiaux". Elle a assuré que le pire qui pourrait survenir pour l'économie, sont "cinq années supplémentaires de chaos des conservateurs", revenant également sur le "budget kamikaze" de l'ex-Première ministre Liz Truss.

ARGENTINE

Second débat présidentiel à deux semaines du vote

De vifs échanges ont émaillé dimanche le second débat entre les cinq candidats à la présidentielle argentine du 22 octobre, dont l'issue reste incertaine. Tour à tour, les trois principaux candidats, l'économiste ultralibéral Javier Milei, le ministre de l'Economie et candidat du bloc gouvernemental (centre-gauche) Sergio Massa, et la conservatrice Patricia Bullrich, une ancienne ministre de la Sécurité, se sont accrochés, s'accusant mutuellement de "mentir". M. Milei a nié vouloir des armes en vente libre, mais seulement "faire appliquer la loi, pour que les gens honnêtes soient armés, pas

les délinquants". Il a aussi démenti vouloir autoriser la vente d'organes humains. Mais "il y a 7.000 personnes attendant une greffe, et 300.000 donneurs potentiels, donc il y a là quelque chose qui ne fonctionne pas", a-t-il dit.

Il s'est aussi défendu de "nier le changement climatique. Ce que je dis c'est qu'il y a dans l'histoire de la terre des cycles de température". Mais il a raillé les "politiques qui accusent l'homme du changement climatique (et) ne visent qu'à lever des fonds".

Les échanges les plus tendus sont survenus entre M. Milei et Mme Bullrich, qui se

disputent l'électorat de droite. Elle a dénoncé les "voleurs" dans les listes de son rival, qui en retour l'a traitée d'"assassine", en référence à sa jeunesse militante d'extrême gauche.

Le candidat du gouvernement Serge Massa a pour sa part reproché à M. Milei de "montrer son trait autoritaire" dans sa réponse à une autre candidate, Myriam Bregman (gauche radicale), l'accusant "de manquer de respect aux femmes".

Le ministre a dû se défendre à plusieurs reprises sur son bilan économique, avec une inflation à plus de 120% en interannuel, "au bord de la pire crise économique de

son histoire", selon M. Milei.

"L'Argentine a tout ce qu'il faut, mais les Argentins n'ont rien", a lancé Mme Bullrich, accusant "la mafia politique et syndicaliste des kirchnéristes de tout se garder", en référence aux gouvernements péronistes (de 2003 à 2015, puis depuis 2019). Le scrutin du 22 octobre s'annonce incertain, avec M. Milei autour de 33-35% selon une moyenne de plusieurs sondages, et voté a priori à un second tour avec M. Massa (29-30%), Mme Bullrich étant sensiblement distancée à 25-26%. Juan Schiaretti (coalition centriste) et Myriam Bregman ne dépassent pas 4%.

APN

Le ministre de la Communication présente le projet de loi relatif à l'activité audiovisuelle devant la commission spécialisée

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab a exposé, lundi devant la Commission de la culture, de la communication et du tourisme de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi relatif à l'activité audiovisuelle.

Lors d'une séance d'audition par les membres de la Commission, M. Laagab a rappelé les modifications introduites dans les articles 30 et 19 de ce projet de loi, appelant les députés à amender certains articles dans ce même projet de loi, ainsi que dans le projet de loi relatif à la presse écrite et électronique.

Le maintien de l'article 30 qui stipule que l'actionnaire ne peut bénéficier de plus de 40% du capital social "mènera inéluctablement à la fermeture de toutes les chaînes télévisées privées car appartenant à des personnes ou à des familles détenant un capital unique", a-t-il précisé.

Pour le ministre de la Communication, l'article 19 de la même loi avait abrogé "certaines prérogatives de l'Etat". Dans ce contexte, M. Laagab a insisté sur l'impératif d'examiner, dans les plus brefs délais, les deux projets de lois relatifs à l'activité audiovisuelle et à la



presse écrite et électronique, en séances plénières de l'APN, soulignant que la loi organique sur l'information "demeure gelée et inapplicable sans la publication de ces deux lois".

La publication de ces deux lois "permettra la promulgation de textes d'application et réglementaires, l'installation d'instances chargées de l'organisation du secteur de l'information et la promotion du contenu et de la matière

médiatiques", a-t-il soutenu. A cet effet, M. Laagab a évoqué d'autres articles qui doivent être amendés notamment ceux relatifs à la gestion et à l'organisation de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), appelant les membres de la commission à soumettre des propositions à cet effet. A cette occasion, le ministre a souligné l'importance d'améliorer les lois relatives à l'information qui sont, a-t-il dit, "l'avenir du secteur".

FORMATION ARTISTIQUE

Coup d'envoi de l'année universitaire 2023-2024 pour les écoles et instituts de formation artistique en Algérie

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a donné lundi à Alger, le coup d'envoi de l'année universitaire 2023-2024 pour les écoles et instituts de formation artistique en Algérie, insistant, à cette occasion, sur la formation, l'excellence académique et l'accompagnement des jeunes talents diplômés de ces établissements.

La cérémonie d'ouverture de l'année universitaire 2023-2024 s'est déroulée au niveau de l'Ecole supérieure des beaux-arts "Ahmed et Rabah Salim Asselah", en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, et du conseiller du président de la République, chargé de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, Noureddine Ghouali.

A cette occasion, Mme Mouloudji a affirmé que l'intérêt accordé aux étudiants en arts "découle de l'importance donnée à la formation et à l'excellence académique", à la lumière "des réformes profondes et globales dans le domaine de la formation artistique opérées par le ministère depuis plus d'un (1) an, conformément aux orientations et engagements du président de la République, qui a souligné la nécessité d'accorder un intérêt soutenu à la formation artistique et d'accompagner les jeunes diplômés d'instituts artistiques".

Elle a, en outre, précisé que "la véritable renaissance de la formation artistique en Algérie ne saurait être réalisée sans la mise en place de mécanismes efficaces", relevant à ce propos l'intérêt qu'elle accorde personnellement à "la conformité des programmes de formation artistique aux normes internationales de qualité, dans le but d'obtenir la reconnaissance et de faciliter le partenariat entre nos établissements de for-

mation et des institutions internationales". La ministre a rappelé, dans ce sillage, les réunions tenues avec les formateurs, les encadreurs et les experts afin de procéder à un état des lieux de la situation et de mettre en place des approches scientifiques pour la relance de la formation artistique sur la base de programmes modernes adoptés par les pays développés.

Pour ce faire, Mme Mouloudji a préconisé l'uniformisation des programmes de formation des instituts régionaux en matière de musique et de beaux-arts, l'adaptation des programmes d'enseignement et de formation, l'adoption d'une approche basée sur la compétence et la création de cellules de qualité au niveau des écoles, instituts supérieurs et régionaux de formation. S'exprimant à cette occasion, M. Baddari a affirmé que le système algérien de l'enseignement supérieur s'attelle à trouver l'équilibre entre l'enseignement, la recherche scientifique et l'innovation afin que le diplômé de ces instituts soit un citoyen productif qui s'adapte aux exigences du pays en vue de contribuer au développement économique.

Il a également appelé les étudiants en arts à maîtriser les TIC. La cérémonie a vu la distinction de lauréats diplômés de l'Ecole supérieure des beaux-arts (ESBA-Alger), de l'Ecole nationale supérieure de conservation et de restauration des biens culturels (ENCRBC), de l'Institut national supérieur de musique (INSM) d'Alger et de l'Institut supérieur des métiers des arts, du spectacle et de l'audiovisuel (ISMAS).

Une conférence a été organisée à cette occasion sous le thème "L'art: perception et connaissance" animée par l'académicien et le critique de cinéma, Ahmed Bedjaoui et le comédien et metteur en scène Abdelkader Djeriou.

NAÂMA

Parution d'un ouvrage sur la résistance de Cheikh Mohamed Ould Ali contre le colonisateur français

Un ouvrage traitant de la vie héroïque du Chahid, Cheikh Mohamed Ould Ali (1825-1900) dans sa résistance contre le colonisateur français au sud-ouest du pays, rédigé par le chercheur et enseignant en histoire contemporaine de la wilaya de Naâma, Roucham Aissa, vient de paraître.

L'auteur de cette nouvelle publication, intitulée "Cheikh Mohamed Ould Ali, porte drapeau de la résistance dans les monts des ksours et du sud oranais", a souligné que cet

ouvrage renferme des documents et correspondances sur les étapes de la résistance de Cheikh Mohamed Ould Ali dans la région, durant la période s'étalant de 1881 à 1900. L'ouvrage aborde également les batailles menées par ce héros de la résistance contre l'armée coloniale française dans la région, dont celles vécues par les régions d'"El Serdj", "Mekif", "Harth Chadli", "Yachou", "Merghine" et autres au sud oranais. Ce livre de 144 pages met en avant les qualités et la sa-

gesse du Chahid Cheikh Mohamed Ould Ali Ould, devenu célèbre dans la région à cette époque. A noter que Cheikh Mohamed Ould Ali est tombé au champ d'honneur, au cours d'une bataille héroïque contre les forces coloniales françaises à Djebel Beni Smir (au sud de la wilaya de Naâma), au début du mois d'octobre 1900. Le colonisateur français l'a décapité, exhibant sa dépouille de manière barbare et indécente devant les habitants, sur les artères de la ville d'Aïn Sefra.

MUSIQUE

Le groupe rai, "El Besta" se produit en Tunisie

Le jeune groupe "El Besta" prend part à la deuxième édition de "Kif El Kef" (Tunisie), un événement culturel qui tend à mettre en valeur le patrimoine historique et culturel du Kef, ville du nord ouest de la Tunisie.

Attendu notamment pour "transporter le public tunisien vers une époque intemporelle entre héritage et modernité", à travers des classiques du rai "savamment revisités", comme annoncé par les organisateurs, le groupe "El Besta" se produira le 13 octobre, jour d'ouverture de cette deuxième édition qui s'étalera jusqu'au 15 du même mois.

Présenté comme "nouveau phénomène populaire de la chanson rai", le groupe "El Besta", issu de Mostaganem, s'est récemment produit dans le cadre des animations estivales à Alger, sur la scène du Casif de Sidi Fredj, où les musiciens, Sofiane Merabet, Larej, Dadi et Abed, ont embarqué le public dans l'univers mélancolique de l'accordéon et de la poésie populaire.

Avec sa voix puissante et étoffée qui orne le silence, Sofiane Merabet déroule sobrement sa passion du rai authentique, donnant de l'entrain qui puise sa source dans l'art autochtone des grandes figures du genre, à l'im age d'Ahmed Zergui et Boutaiba Esghir.

Dans la simplicité, ce jeune groupe, dont la première scène remonte à un peu plus d'un an, réussit toujours à monter un spectacle musical plein, restituant l'ambiance originelle du rai populaire et sa représentation dans les quartiers populaires.

A l'origine du projet "El Besta" qui connaît un franc succès, Sofiane, Larej, un accordéon rafistolé et le cinéaste-manager Walid Cheikh qui a constitué ce groupe et l'a lancé sur les réseaux sociaux, avant de se consacrer à la scène et au partage.

Aujourd'hui classé sur la liste représentative du patrimoine de l'humanité par l'Unesco, le rai trouve en ce groupe un beau porte voix qui raconte son histoire en musique.

Organisé par l'association tunisienne "Museum Lab.", l'événement "Kif El Kef" vise à accompagner une dynamique pluriculturelle locale, destinée à renforcer les échanges versés dans la valorisation des patrimoines culturels, entre autre.

CINÉMA

"L'Exorciste" fait tourner les têtes du box-office nord-américain

Un demi-siècle après l'original, la suite de "L'Exorciste" se hisse en tête du box-office américain avec des recettes de 27,2 millions de dollars à son premier weekend en salles, selon les données publiées dimanche par le cabinet spécialisé Exhibitor Relations.

"L'Exorciste - Dévotion" a enregistré un "bon premier weekend pour une suite d'un film d'épouvante" et ce, en dépit des critiques plutôt mitigées à l'égard de cette production, a souligné l'analyste de la firme, David A.

Gross.

Comme l'original, le film s'articule sur des personnages possédés par des forces surnaturelles, aux visages recouverts de plaies, sur fond d'une trame sonore parfois anxiogène et avec une apparition d'Ellen Burstyn de la production de 1973.

"Dévotion" devait hanter les écrans à partir du vendredi 13 octobre, mais les studios Universal ont avancé sa sortie pour ne pas avoir à affronter le film de la mégastar de la pop Taylor Swift sur sa tournée mondiale "Eras" prévue à partir du même weekend.

Les pré-ventes de billets pour ce film sur la tournée de Swift ont déjà dépassé les 100 millions de dollars dans le monde, a d'ailleurs annoncé jeudi l'opérateur de salles AMC.

En s'emparant de la tête du box-office, "L'Exorciste - dévotion" relègue à la deuxième place le nouveau volet des aventures des chiots de "La Pat' Patrouille", qui récolte 11,8 millions de dollars de vendredi à dimanche.

Voici le reste du Top 10:

6. "Mystère à Venise" (2,7 millions)
7. "La Nonne - II" (2,6 millions)
8. "Dumb Money" (2,2 millions)
9. "The Equalizer 3" (1,8 million)
10. "Hocus Pocus: 30e Anniversaire" (1,5 million).

APS

PRIX NOBEL

Le Nobel d'économie décerné à l'Américaine Claudia Goldin

Le prix Nobel d'économie a été décerné lundi à l'Américaine Claudia Goldin pour ses travaux sur la place des femmes sur le marché de l'emploi. La lauréate, âgée de 77 ans et troisième femme à remporter le prix, a "fait progresser notre compréhension de la situation des femmes sur le marché du travail", a annoncé le jury Nobel.

"Les recherches de Claudia Goldin nous ont donné un aperçu nouveau et souvent surprenant du rôle historique et contemporain des femmes sur le marché du travail", a précisé le jury. "Claudia Goldin a fouillé dans les archives et recueilli plus de 200 ans de données sur les Etats-Unis, ce qui lui a permis de montrer comment et pourquoi les différences de revenus et de taux d'emploi entre les hommes et les femmes ont évolué au fil du temps", a noté Randi Hjalmarsson, du jury Nobel. L'an dernier, le prix était allé à Ben Bernanke, ancien président de la banque centrale américaine (Fed) et ses compatriotes Douglas Diamond et

Philip Dybvig, pour leurs travaux sur les banques et leurs sauvetages nécessaires durant les tempêtes financières. Créé par la Banque de Suède, le prix d'économie "à la mémoire d'Alfred Nobel" a été ajouté en 1969 aux cinq prix traditionnels (médecine, physique, chimie, littérature et paix) plus de soixante ans après les autres, lui valant chez ses détracteurs le sobriquet de "faux Nobel". Comme les autres Nobel, le prix est doté de 11 millions de couronnes suédoises (920.000 euros), à partager en cas de co-lauréats, soit la plus haute valeur nominale (dans la devise suédoise) dans l'histoire plus que centenaire du prix.



COSTA RICA

Vers une nouvelle stratégie de lutte contre le discours de haine

Le Costa Rica a conçu avec le soutien de l'ONU, la toute première stratégie de lutte contre le discours de haine et de discrimination face à la recrudescence alarmante de ce fléau en Amérique latine. Ce puissant outil, qui sera dévoilé avant la fin de 2023, vise à jeter les bases de nouvelles politiques nationales dans le monde entier. "Nous ne devons pas laisser les expressions de haine, de violence et de discrimination se banaliser dans les espaces publics et numériques", a exhorté le ministre costaricain de la Commu-

nication, Jorge Rodríguez. "Aujourd'hui, nous reconnaissons qu'une action décisive est nécessaire de la part de l'Etat, mais aussi de tous les acteurs sociaux pour relever ce grand défi", a-t-il ajouté. Une étude de l'ONU menée cette année à l'aide de l'intelligence artificielle a détecté plus de 1,4 million de messages et de conversations prônant la haine et la discrimination sur les plateformes de médias sociaux du Costa Rica, révélant une hausse de 25% depuis 2021. La Coordonnatrice résidente des Nations unies dans

le pays, Allegra Baiocchi, a noté que selon les observations de son équipe, la plupart des contenus haineux ciblaient les femmes, en particulier celles qui occupent des postes de direction, ainsi que les migrants, entre autres. La nouvelle stratégie, alignée sur les priorités du Secrétaire général de l'ONU visant à éradiquer la haine, et dirigée par une équipe d'experts multidisciplinaires de l'ONU et du gouvernement de Costa Rica, fournira des solutions pour empêcher ces fléaux de se propager en ligne, pour déterminer les

responsabilités, créer de nouvelles mesures de surveillance et identifier les domaines d'action. Un guide de réponse à la violence numérique à l'égard des femmes dans la vie politique, lancé récemment, compte parmi les mesures déjà prises par le Costa Rica. Dans le même ordre d'idées, le gouvernement a créé un observatoire de la haine avec l'Université du Costa Rica, adopté une loi protégeant les femmes en politique et forgé un partenariat avec la Lawyers Committee Association, une ONG de juristes engagés contre

les discriminations raciales, qui s'est inspirée de lois élaborées dans le monde entier contre les discours de haine pour concevoir un manuel à l'intention des personnes concernées. "Au Costa Rica, si vous êtes victime de discours de haine, vous pouvez consulter ce manuel et voir quels instruments sont déjà disponibles pour vous protéger", a rappelé la représentante de l'ONU, soulignant d'autres initiatives en cours dans le domaine éducatif, telles que l'enseignement du débat public dans les écoles.

PUBLICITÉ

Large empty rectangular box for advertising content.

Large empty rectangular box for advertising content.

JEUX PARALYMPIQUES-2024 2,8 millions de tickets en vente

La billetterie des Jeux paralympiques de Paris-2024 a ouvert lundi matin, proposant près de 2,8 millions de tickets à la vente selon le principe "premier arrivé, premier servi", pour des tarifs de 15 à 100 euros, hors cérémonies d'ouverture et de clôture.

"Je veux vraiment encourager tous nos compatriotes à acheter des billets", a lancé dimanche le président de la République Emmanuel Macron après un petit bain de foule place de la République, lors d'une journée dédiée aux paraspports à Paris. Parmi ces plus de deux millions de billets, 60.000 seront des places faciles d'accès, et 12.000 réservés aux personnes en fau-

teuil roulant. Cela répond "à l'ensemble des demandes", a justifié l'organisation de Paris-2024 pour expliquer ce faible chiffre. De potentiels accompagnants devront aussi se munir d'un billet.

La billetterie des Jeux olympiques, ouverte dans un premier temps par deux tirages au sort, avait elle généré des frustrations avec des prix jugés pro-

hibitifs par certains. La ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, a appelé de son côté que "300.000 billets" pour les Jeux paralympiques seraient notamment distribués "aux scolaires". En août dernier, la présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF), Marie-Amélie Le Fur, avait loué auprès de l'AFP une billetterie



"véritablement populaire", avec notamment "la moitié des billets à moins de 25 euros". Quelque 80% sont également annoncés à 50 euros et moins. Des "pass découverte", à 24

euros, sont aussi proposés pour assister à plusieurs disciplines dans une même journée, tout comme une offre pour les familles avec des places à prix réduit pour les enfants.

VOLLEY

Les champions d'Europe polonais qualifiés pour les JO-2024 à Paris



Les volleyeurs polonais, récents champions d'Europe, se sont qualifiés pour les JO de Paris-2024 comme cinq autres sélections, à l'issue des tournois de qualification olympiques achevés dimanche.

A l'inverse, les Italiens, champions du monde et vice-champion d'Europe le mois dernier, restent en salle d'attente après leur défaite au set décisif (3-2) dans le choc du groupe A contre le Brésil.

Tout n'est pas encore perdu pour les Azzurri, comme pour les Slovènes, médaillés de bronze à l'Euro et restés à quai. Les cinq derniers tickets seront décernés à l'issue de la phase régulière de la Ligue des nations, en mai et juin.

Outre les Polonais et les Brésiliens, l'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon et le Canada ont obtenu leur ticket pour Paris en se classant aux deux premières places des trois tournois de qualification olympique (TQO) disputés au Brésil, au Japon et en Chine. Ces six pays rejoignent la France qualifiée en tant que pays organisateur.

CYCLISME - GRAND PRIX D'ONGOLA

L'Algérien Azzedine Lagab en deuxième position



Le cycliste algérien Azzedine Lagab a décroché la deuxième place au Grand Prix d'Ongola (Cameroun), disputé dimanche matin, sur une distance de 117 kilomètres, et ayant vu son jeune compatriote Ayoub Ferkous se contenter de la cinquième place.

Outre Lagab et Ferkous, la sélection algérienne (seniors/messieurs) de cyclisme sur route a engagé quatre autres cyclistes dans cette compétition internationale, à savoir : Hamza Yacine, Abdallah Benyoucef, Abderraouf Bengayou et Mohamed Abder-

rahmane Kessir, sous la direction du coach Abdelbasset Hannachi.

Juste avant le Grand Prix d'Ongola, la sélection algérienne avait pris part à la 23e édition du Grand Prix Chantal Biya, disputée du 3 au 7 octobre au Cameroun, et remportée finalement par l'Algérien Hamza Yacine. L'international algérien avait décroché le maillot jaune avec un total de 73 points, devant le Rwandais Tuyizere Etienne (54 pts) et le Marocain Ed Doghmy Mohcine (40 pts). Hamza Yacine a remporté également le maillot vert du meilleur sprinter.

HAND - SUPER-DIVISION (HOMMES)

Le saison 2024-2025 se jouera avec 18 clubs (Fédération)

Le système de compétition du championnat de super-division de handball (hommes) connaîtra un nouveau changement, lors de l'exercice 2024-2025, avec la participation de seulement 18 clubs au lieu de 24, comme c'est le cas pour le nouvel exercice, qui démarre ce week-end, a-t-on appris auprès la présidente de la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Dans une déclaration à l'APS, en marge de la finale de la coupe d'Algérie jouée à Oran, Karima Taleb a fait savoir que pas moins de huit équipes seront reléguées en deuxième palier à l'issue de l'exercice en cours (2023-2024), contre l'accession de deux formations dudit palier pour porter à 18 le nombre des clubs de l'élite la sai-

son prochaine.

La nouvelle édition du championnat de super-division se jouera avec 24 clubs répartis sur deux groupes, a précisé la même responsable.

Par ailleurs, la présidente de la FAHB a appelé à accompagner les clubs de l'élite par les autorités locales des communes et wilayas concernées, "vu les difficultés financières énormes auxquelles ils sont confrontés".

"Leur accompagnement est des plus nécessaires pour leur éviter des forfaits, dès la première journée, car nombreux d'entre eux font face à des crises financières aiguës qui ont perturbé leurs préparatifs de la nouvelle saison", a-t-elle déploré. Et d'ajouter :

"Certains clubs n'ont d'ailleurs pas encore déposé leurs dossiers d'engagement, en raison de leurs difficultés financières", a encore souligné Karima Taleb.

Sur un autre registre, la première responsable de la FAHB a informé que la sélection nationale (hommes) effectuera son premier stage de la nouvelle saison à la fin octobre en cours, et ce, en se regroupant à Alger pendant quatre jours, avant de s'envoler en Arabie Saoudite pour disputer deux matchs amicaux contre la sélection de ce pays.

La bande au sélectionneur Salah Boucheikriou prépare le championnat d'Afrique des nations, prévu au début de l'année 2024 en Egypte, rappelle-t-on.

BASKET - 35^E CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS (8^{ES} DE FINALE)

L'USM Alger qualifiée en quarts de finale

L'USM Alger s'est difficilement qualifiée en quarts de finale de la 35e édition du Championnat arabe des clubs champions de basketball, en battant le Qatar SC (77-70), après prolongations, lors du huitième de finale qui les a opposés dimanche après-midi, sur le parquet de la salle Al Rayyane de Doha (Qatar).

L'USMA avait mal démarré son match, en se voyant souvent menée au score. La première mi-temps s'était d'ailleurs achevée avec une avance de dix points en faveur des Qataris (35-25). Mais armés d'une volonté de fer, les Rouge et Noir ont réussi un excellent finish, qui leur a permis de revenir au score au milieu de quatrième quart-temps (49-49), avant de mener 53-51.

Une avance que les Algérois ont jalousement défendu, pendant pratique-

ment tout le reste de la rencontre, avant d'arracher l'égalisation (62-62) juste avant le coup de sifflet final. A partir de là, il fallait recourir aux prolongations, pour désigner et ce sont finalement les Usmistes qui ont réussi à l'emporter le score de (77-70).

En quart de finale, prévu le lundi 9 octobre, l'USMA sera opposée au club libanais de Beyrouth, qui s'est qualifié aux dépens de la formation Yéménite, Al Wehda de Sanaâ (121-69).

L'USM Alger avait terminé la phase de poules à la deuxième place du Groupe (B), avec 7 points, grâce à trois succès, contre le club omanais de Seeb (81-57), Al Ahly du Qatar (83-54) et le Dynamo du Liban (77-66), contre une défaite devant l'Union d'Alexandrie (53-89).

Les demi-finales se joueront le mer-



credi 11 octobre, alors que la rencontre pour la 3e place et la finale auront lieu le lendemain, 12 octobre. Le tenant du trophée est le Koweït SC, qui avait rem-

porté la finale de la précédente édition, disputée à domicile, face aux Egyptiens d'Al Ahly (78-77).

APS

RÉUNION WALID SADI - PRÉSIDENTS DE CLUBS DE LIGUE 1 MOBILIS

"le dialogue a été responsable et fructueux" (FAF)

La Fédération algérienne de football a qualifié de "responsable et fructueux" le dialogue entre le nouveau président de l'instance, Walid Sadi, et les présidents des clubs de Ligue 1 Mobilis, pendant la réunion de coordination qui a rassemblé les deux parties lundi au siège de la FAF, pour débattre des questions liées au développement de la discipline.

Plusieurs points ont été abordés au cours de cette réunion, dont les plus importants ont probablement été : le calendrier annuel des compétitions, les Centres de formation, les Académies de football, et la question des droits télé.

Le calendrier annuel des compétitions :

Un calendrier annuel des compétitions a été arrêté et communiqué aux présidents de clubs, dans une démarche visant à rompre avec les anciennes pratiques d'une programmation partielle, qui perturbait les équipes dans leur préparation.

"Les présidents de clubs ont salué cette démarche, qui leur permettra d'avoir plus de visibilité sur le planning de la saison et se sont engagés à le respecter" a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel.

L'intégrité du football a été un des sujets phares débattus à l'occasion de cette rencontre.

A ce propos, le président de la FAF a rappelé l'engagement du Bureau fédéral à intensifier, par tous les moyens légaux, la lutte contre toute forme de menace liée à l'intégrité du football, notamment, la manipulation des rencontres, la violence, le dopage, ou les matchs truqués, qui affectent la bonne pratique du football.

Aussi, M. Sadi a invité l'ensemble des parties du football professionnel à s'inscrire dans cette démarche du Bureau fédéral et à adopter une attitude engagée et responsable pour lutter ensemble contre ces fléaux nuisibles, qui menacent l'intégrité du football national.

Les Centres de formation et les Académies de football :

Le président de la FAF a rappelé aux présidents de clubs que l'un des axes stratégiques du développement du football national réside dans la formation et la détection de jeunes talents.

Une démarche qui passe impérativement par la création de centres de formation au sein des clubs professionnels, partout à travers le pays.

"Cela doit se traduire dans un premier temps par des actions concertées sur le terrain, à travers le lancement de projets de réalisation de ces centres par les clubs professionnels eux-mêmes, notamment, ceux qui sont soutenus par des entreprises privées ou publiques, disposant de moyens suffisants.

"La FAF a noté avec satisfaction la réalisation de ces



projets par certains clubs, en espérant que les autres clubs adhèrent à cette démarche, qui sera obligatoire à partir de la saison prochaine, dans le cadre de la licence de clubs" a-t-on rappelé de même source.

Par ailleurs, et dans le but d'associer les acteurs du football professionnel, la FAF a invité les clubs de la Ligue 1 à désigner, par élection à travers leurs pairs, deux joueurs seniors par club, qui deviendront membres du Collège des joueurs professionnels.

"Ce collège aura pour mission de désigner à son tour ses représentants au sein de la Chambre nationale de résolutions des litiges (CNRL), ainsi que la participation aux débats au sein des commissions lorsqu'il s'agit du statut du joueur.

Le premier responsable de l'instance fédérale a insisté en effet sur l'urgence de prendre en charge et de

façon diligente cette problématique et a rappelé les directives du bureau concernant les contentieux devenus très lourds à gérer.

Une situation qui selon lui "nécessite un sérieux traitement pour son assainissement", en application des décisions arrêtées par le Bureau fédéral.

Sadi a insisté sur le fait qu'il "ne sera plus toléré à l'avenir" avec les clubs qui ne respectent pas leurs engagements contractuels, et qu'une réflexion est déjà engagée concernant la réforme du contrat du joueur professionnel, qui protégera les intérêts, et des joueurs et des clubs employeurs.

Les droits télé : ouverture d'une nouvelle page de coopération

Par ailleurs, Sadi a informé les présidents sur la rencontre qu'il a eu dernièrement avec les responsables de l'EPTV à propos de la

retransmission des rencontres de football et des droits y afférents. "Il s'agit aujourd'hui d'un partenariat stratégique avec l'Entreprise publique de télévision dans l'intérêt des parties et la réhabilitation de l'image du football national" a-t-il expliqué.

Le Président de la FAF a souligné par la même occasion l'engagement du partenaire à assainir les contentieux antérieurs et à ouvrir une nouvelle page de coopération".

A la fin de la réunion, "les présidents et les représentants de clubs de la Ligue 1 ont exprimé leur satisfaction sur la nouvelle approche de la fédération et ont adopté une déclaration commune de soutien au président et les membres du Bureau fédéral, leur souhaitant ainsi plein succès dans l'accomplissement de leur mission" conclut le communiqué de la FAF.

MATCH AMICAL ALGÉRIE-CAP VERT Les Verts rallient Constantine

La sélection algérienne de football a rallié mardi la ville de Constantine en prévision du match amical contre le Cap-Vert prévu jeudi 12 octobre à 20h00 au stade Chahid Hamlaoui dans le cadre de la préparation des prochaines échéances officielles.

Le staff technique sous la conduite du sélectionneur national Djamel Belmadi a prévu une première séance d'entraînement ce mardi à 18h00, selon le programme dévoilé par la Fédération algérienne de football (FAF).

La veille, la sélection algérienne avait effectué sa première séance d'entraînement au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa en présence des deux nouveaux Amine Gouiri et Mohamed El-Bachir Belloumi, dans le cadre de la date FIFA du mois d'octobre.

Hormis Mohamed El-Amine Amoura, arrivé en début de soirée, et Islam Slimani ainsi que Rayan Ait Nouri, attendus dans les prochaines heures, tout l'effectif était au rendez-vous de cette première séance programmée à 18h00.

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a réuni, comme à son habitude, les joueurs pour une causerie d'avant-match et donner les directives nécessaires, et ce après avoir salué la bienvenue aux deux nouveaux que sont Amine Gouiri et Mohamed El-Bachir Belloumi.

La suite est reprise par les membres du staff pour deux tours de piste avec Amara Merouani puis des ateliers techniques, sans ballon, puis avec ballon, au moment où les trois gardiens de but Mandrea, Zeghba et Benbot ont retrouvé le duo Aziz Bouras et Merouane Messai pour un travail spécifique.

Les coéquipiers de Ryad Mahrez ont enchaîné avec des toros puis quelques oppositions sur la moitié de terrain qui se sont terminées en faveur du capitaine des Verts et son équipe.

Outre le match face au Cap-Vert, les Verts affronteront l'Egypte également en amical, le lundi 16 octobre à (17h00) à Al Aïn, aux Emirats arabes unis.

Pour rappel, la sélection algérienne reste sur un succès en déplacement contre les champions d'Afrique Sénégalais sur le score de 1 à 0.

LIGUE 1 MOBILIS (USM ALGER) Benchikha jette l'éponge (club)

L'entraîneur de l'USM Alger Abdelhak Benchikha, a annoncé lundi sa démission de son poste, deux jours après la défaite concédée en déplacement face à la JS Kabylie (1-0), à l'occasion de la 4e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, a indiqué le club algérois dans un communiqué. "L'entraîneur Abdelhak Benchikha a annoncé sa démission après avoir été insulté par des supporters à l'entrée du stade Omar-Hamadi, au moment où il s'appretait à diriger la séance d'entraînement", précise l'USMA sur sa page officielle Facebook. Le club de Soustara a raté son début de saison en championnat, en concédant deux défaites en déplacement, face respectivement au Paradou AC (1-0) et à la JSK (1-0). L'USMA compte deux matchs en moins à disputer à domicile face à l'USM Khenchela (13 octobre) et sur le terrain de l'ES Sétif (24 octobre). "Après avoir été la cible d'une frange de supporters, Benchikha a aussitôt présenté sa démission, en déclarant qu'elle est irrévocable", selon la même source. Pourtant, les "Rouge et Noir", sous la coupe de Benchikha, ont remporté le 15 septembre dernier la Supercoupe d'Afrique face à ux Egyptiens d'Al-Ahly SC (1-0), en match disputé au stade d'Al-Taïf (Arabie saoudite). Cette consécration continentale est intervenue trois mois après celle en Coupe de la Confédération de la CAF, une première historique, décrochée aux dépens des Tanzaniens des Young Africans (aller : 2-1, retour 0-1). Le club est qualifié pour la phase de poules de la nouvelle édition de la Coupe de la Confédération dont la première journée aura lieu fin novembre prochain.

Benchikha est le neuvième entraîneur à quitter un club de la Ligue 1, depuis le début de la saison en cours après Bougherara (CS Constantine), Leknaoui (Paradou AC), Amrani (ES Sétif), Azziz Abbas (NC Magra), Bouzidi (JS Kabylie), Hamici (MCE El-Bayadh), Laiche (ASO Chlef), Vandenbroeck (CR Belouizdad).

LIGUE 1 MOBILIS Le directeur sportif de la JSK Menad suspendu un mois ferme (LFP)

Le directeur sportif de la JS Kabylie Djamel Menad, a écopé d'un mois de suspension ferme (interdiction du terrain et de vestiaires) pour "propos grossiers", a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) lundi soir dans un communiqué publié sur son site officiel.

"Suite à l'examen des pièces versées au dossier, et aux rapports des officiels de la rencontre, et après l'audition de directeur sportif de la JSK Menad Djamel, signalé pour propos grossiers, l'intéressé est sanctionné pour un mois de suspension ferme (interdiction du terrain et de vestiaires) plus 100.000 dinars d'amende à compter du 2 octobre 2023", a précisé la même source.

Par ailleurs, la JS Kabylie, l'USM Alger, et le CR Belouizdad ont écopé chacun d'une amende de 100.000 dinars pour "utilisation et jets de fumigènes / 1re infraction) plus une mise en garde.

De son côté, le CS Constantine s'est vu infliger une amende de 200.000 dinars pour "absence d'entraîneur en chef sur la main courante", suite à la démission du désormais ancien coach Lyamine Bougherara.

Enfin, le MCE El-Bayadh a écopé d'une amende totale de 140.000 dinars pour "conduite incorrecte de l'équipe" et "mauvais comportement des ramasseurs de balles."



EGYPTE (AMICAL)

Emam Ashour (Al-Ahly SC) forfait face à l'Algérie

Le milieu de terrain offensif de la sélection égyptienne de football Emam Ashour (Al-Ahly SC), blessé dimanche, a déclaré forfait pour le match amical face à l'Algérie, prévu le lundi 16 octobre au stade Hazaa-Bin-Zayed d'Al-Ain (Emirats Arabes Unis/ 20h00, 17h00 heure algérienne), rapporte lundi la presse locale.

Le joueur de 25 ans s'est blessé lors du match remporté face à Al-Ismaïly (3-1), dans le cadre de la 3e journée du championnat d'Egypte.

Il a cédé sa place à la 31e minute, après avoir reçu un coup au niveau de la jambe, nécessitant dix jours de repos.

Le staff technique des "Pharaons" conduit par le Portugais Rui Vitoria a appelé en renfort Ahmed Nabil Koka (Al-Ahly SC). La sélection égyptienne, menée par son attaquant vedette Mohamed Salah (Liverpool), a rallié lundi les Emirats arabes unis, en vue des deux matchs amicaux : le jeudi 12 octobre face à la Zambie et le lundi 16 octobre face à l'Algérie.

Le sélectionneur d'Egypte a dévoilé la semaine dernière une liste de 25 joueurs pour ces deux journées de préparations, dont 11 joueurs évoluant à l'étranger.

Il s'agit de Mohamed Salah (Liverpool), Mohamed Elnezy (Arsenal), Mohamed Hassan Trézéguet (Trabzonspor), Tarek Hamed (Damac FC), Ahmed-Hassan Kouka (Pendikspor), Mustafa Mohamed (FC Nantes), Omar Mermouh (Eintracht Frankfurt), Hamdi Fathy (Al Wakrah), Mohamed Shérif (Khaleej FC), Samy Morsy (Ipswich) et Ahmed Hamdi (CF Montréal).

Ces rencontres amicales serviront de préparation en prévision des prochaines échéances internationales, à savoir, les qualifications de la Coupe du Monde 2026 qui débiteront en novembre et la Coupe d'Afrique des nations en Côte d'Ivoire CAN-2023 (reportée à 2024).

Pour rappel, l'Algérie, qui affrontera d'abord en amical le Cap Vert jeudi à Constantine (20h00), s'est qualifiée pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations prévue en Côte d'Ivoire du 13 janvier au 11 février 2024, en terminant largement en tête du groupe F avec 16 points. Tout comme le Cap Vert et l'Egypte qui ont également validé leur billet pour le rendez-vous ivoirien.

BRÉSIL

L'ancien sélectionneur Tite, proche de Flamengo

L'ancien sélectionneur de l'équipe du Brésil, Tite, va entraîner le club de Flamengo près d'un an après avoir quitté la Selecao, a annoncé lundi un dirigeant du club de Rio de Janeiro.

"Nous avons eu des discussions franches, directes et elles ont abouti d'une excellente manière", a déclaré Marcos Braz, vice-président du club carioca, au site spécialisé Globoesporte, précisant que la présentation officielle du nouvel entraîneur aurait lieu mardi.

Cette nomination met fin à deux semaines de suspense après le limogeage de l'Argentin Jorge Sampaoli, ex-entraîneur de l'Olympique de Marseille.

Adenor Leonardo Bachi, plus connu sous le surnom Tite, va reprendre à 62 ans du service près d'un an après avoir quitté la Selecao dans la foulée de l'élimination en quarts de finale du Mondial-2022 au Qatar, en décembre.

Il a dirigé la Selecao de juin 2016 à fin 2022, durant 81 rencontres, pour un bilan de 60 victoires, 15 matches nuls et seulement six défaites.

Sous sa direction, l'équipe du Brésil a remporté la Copa América en 2019, mais a été éliminée en quarts de finales des Coupes du monde 2018 et 2022, respectivement par la Belgique et la Croatie.

Flamengo avait limogé fin septembre Jorge Sampaoli, cinq mois seulement après son arrivée.

L'ancien entraîneur de l'OM (2021-2022) avait fait les frais de l'élimination en huitièmes de finales de la Copa Libertadores, puis de la défaite en finale de la Coupe du Brésil, deux compétitions dont le club de Rio, actuel cinquième du championnat du Brésil à 11 points du leader Botafogo, détenait les titres.

APS

**CAN 2023
La Côte d'Ivoire en ébullition avant le tirage au sort**

Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire s'appête à accueillir jeudi prochain le tirage au sort de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2023 prévue du 13 janvier au 11 février prochain.

La cérémonie du tirage au sort qui aura lieu au Parc des Expositions marque une nouvelle étape dans la préparation de la 34e édition du plus grand événement africain. Les délégations des 24 sélections qualifiées, les légendes du football africain, les médias internationaux, les partenaires commerciaux de la CAF, des célébrités venus du show business ainsi que des dirigeants africains ont confirmé leur présence à cet événement, affirme l'instance africaine. Alors que le tirage au sort est prévu à Abidjan, c'est toute la Côte d'Ivoire qui est en ébullition. Les drapeaux nationaux ivoiriens sont hissés sur les principaux édifices du pays.

Véritable vedette de cette CAN, Akaba, (qui signifie bienvenue en baoulé, l'une des langues locales ivoiriennes) la mascotte de la compétition est représentée dans toute la ville, que cela soit dans les aéroports, l'abribus ou encore dans les hôtels de la cité.

S'exprimant avant la cérémonie de jeudi soir, le vice-président du co-



mité local d'organisation, M. Yacine Idriss Diallo, a déclaré que le tirage au sort était une plate-forme passionnante pour la jeunesse africaine.

"On peut sentir l'excitation dans l'air - pas seulement ici à Abidjan, mais dans tout le pays.

Partout, les gens parlent du tirage au sort de jeudi soir et des joueurs qu'ils veulent voir s'affronter.

Grâce à nos efforts continus, en collaboration avec la CAF et le gouvernement, le pays soutient pleinement ce tournoi et, à partir du ti-

rage au sort de jeudi, la Côte d'Ivoire démontrera à l'Afrique et au reste du monde qu'elle est prête à accueillir une CAN réussie", a déclaré M. Diallo.

Cette 34e édition de la CAN sera la deuxième organisée par la Côte d'Ivoire, après celle de 1984.

Pour rappel les Lions Indomptables du Cameroun avaient été sacrés lors d'une finale jouée au stade Félix Houphouët-Boigny, site également choisi pour la prochaine compétition.

Le tirage au sort sera retransmis dans plus de

50 pays, des millions de téléspectateurs attendus sur la chaîne YouTube de la CAF ainsi que sur les partenaires télévisuels de la CAF. Les pays qualifiés pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations, Côte d'Ivoire 2023 : Côte d'Ivoire (pays hôte), Algérie, Angola, Afrique du Sud, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, RD Congo, Egypte, Guinée équatoriale, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Namibie, Nigeria, Sénégal, Tanzanie, Tunisie et Zambie.

CAN 2023

Le ballon officiel du tournoi dévoilé jeudi à Abidjan (CAF)

La Confédération africaine de football (CAF) et l'équipementier sportif PUMA dévoileront le ballon officiel de la Coupe d'Afrique des Nations, Côte d'Ivoire 2023, lors du tirage au sort de la CAN qui aura lieu le jeudi 12 octobre à 19h00 GMT (20h00 algérienne) à Abidjan, a indiqué mardi l'instance africaine.

La CAF et l'équipementier sportif allemand, ont conclu un accord

qui fait de PUMA le partenaire technique de la CAF pour plusieurs événements organisés par l'instance africaine, dont la Coupe d'Afrique des Nations, Côte d'Ivoire 2023.

L'accord débutera le 1er novembre 2023 et PUMA fournira le ballon officiel des tournois CAF, ainsi que l'équipement des arbitres et procédera à des campagnes de marketing, à l'intérieur comme l'extérieur du stade, précise la CAF

sur son site officiel. Patrice Motsepe, le président de la CAF, a déclaré : "Nous sommes ravis que PUMA, l'un des plus grands équipementiers sportifs au monde, s'associe à la CAF pour développer et accroître le football en Afrique.

Pour rappel, la CAN 2023 se déroulera du 13 janvier au 11 février prochain dans cinq villes ivoiriennes: Abidjan, Bouaké, Korhogo, Yamoussoukro et San Pédro.

LIGUE 2 (GR. CENTRE-OUEST)

Démission de l'entraîneur du SC Mecheria Abdellatif Bouazza (club)

L'entraîneur du SC Mecheria Abdellatif Bouazza a démissionné de son poste, a annoncé, mardi, la direction de ce club pensionnaire de la Ligue deux de football amateur (Gr. Centre-Ouest).

Le communiqué de presse publié sur la page officielle du club sur Facebook n'a, toutefois, pas précisé les raisons de la démission de ce technicien, qui avait rejoint la formation du Sud-ouest du pays lors de l'intersaison.

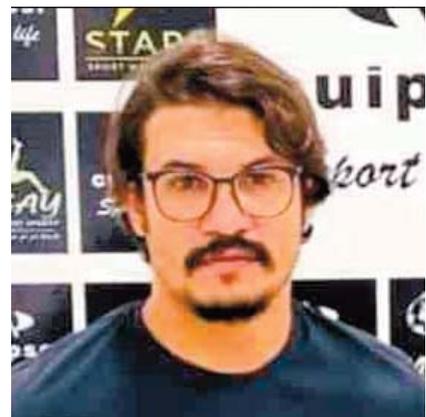
Abdellatif Bouazza a dirigé le SCM lors des deux premières journées de Ligue 2 amateur au cours desquelles il a obtenu un

point ramené du terrain du RC Kouba (1-1) lors de la journée inaugurale du championnat.

Les gars de Mecheria ont laissé des plumes à domicile, lors de la deuxième journée, jouée le week-end passé, en s'inclinant face à l'ASM Oran sur le score de deux buts à un.

La direction du SCM a fait savoir qu'elle a confié, provisoirement, les rênes techniques de son équipe à Mohamed Bekhtaoui, "en attendant de désigner un nouvel entraîneur dans les plus brefs délais".

Le coach intérimaire dirigera sa première séance d'entraînement



mardi (17h00) au stade 20 août de Mecheria, in-

dique-t-on de même source.

MAN CITY : ARSENAL, UNE PREMIÈRE DEPUIS 2015

Incroyable, mais vrai : Manchester City a perdu deux rencontres de suite en Premier League. Face à Wolverhampton (1-2) la semaine passée, puis contre Arsenal sur le fil (0-1) ce dimanche. Une première depuis 2018, et il faut remonter trois ans auparavant pour trouver trace d'un revers des Skyblues face aux Gunners en championnat, comme le souligne Stats Foot.

C'était le 21 décembre 2015, soit il y a 7 ans et 9 mois ! Le club de Londres s'était imposé 2-1 à l'Emirates Stadium ce jour-là, grâce à des buts de Théo Walcott et Olivier Giroud, sur deux passes décisives de Mesut Özil. En face, Yaya Touré avait réduit l'écart en fin de rencontre.

JO 2024 HENRY ÉVOQUE LE CAS MBAPPÉ

Avant d'affronter la Bosnie-Herzégovine (le 13 octobre) puis Chypre (le 17) dans le cadre des qualifications à l'Euro Espoirs 2025, le sélectionneur des Bleuets Thierry Henry a évoqué les Jeux Olympiques dans un entretien à L'Equipe. À neuf mois du coup d'envoi de Paris 2024, le sélectionneur de 46 ans refuse pour l'instant d'évoquer le sujet en profondeur. "Moi, entraîneur de l'équipe des moins de 21 ans, je ne peux pas parler des JO, c'est un manque de respect pour la génération qui est là aujourd'hui, car je ne sais pas qui fera partie des moins de 23 ans. (...) Quand la préparation des JO arrivera, en mars, mon discours sera différent, c'est obligé", a glissé l'ancien joueur d'Arsenal dans les colonnes du quotidien.

Dans la liste des 18 joueurs qui seront retenus pour disputer les JO, seuls trois d'entre eux pourront avoir plus de 23 ans. Kylian Mbappé (24 ans, 25 l'été prochain) s'est déjà déclaré candidat pour en faire partie, mais n'en a pas encore parlé avec le sélectionneur des Bleuets. "Je n'ai pas parlé avec Kylian de tout ça. Même si, comme tout le monde, j'ai entendu qu'il aimerait bien les faire", a confié l'ancienne légende de l'AS Monaco.

CDM RONALDO VOUDRAIT JOUER L'ÉDITION 2026 !

À 38 ans, Cristiano Ronaldo (8 matchs et 10 buts en Saudi Pro League cette saison) n'envisage pas encore une retraite imminente. Selon le journaliste saoudien Ali Al-Harbi, l'attaquant portugais, sous contrat jusqu'en 2025 avec Al-Nassr, aimerait prolonger jusqu'à début 2027, soit juste après la Coupe du monde aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique, le dernier grand objectif de CR7. Le recordman de sélections (201) et de buts internationaux (123) aimerait disputer ainsi une sixième et dernière Coupe du monde - ce qui serait un record - et rattracher ensuite les crampons, à l'âge de 41 ans.



BARCELONE RETOUR DE MESSI, MARTINO EN RIGOLE

Définitivement éliminé de la course aux play-offs en MLS, l'Inter Miami va-t-il prêter Lionel Messi (36 ans) au FC Barcelone de début janvier à fin février ? Le quotidien catalan Sport a récemment émis cette hypothèse, et l'entraîneur de la franchise floridienne Tata Martino a logiquement été interrogé sur le sujet en conférence de presse.

"Un retour de Messi à Barcelone ? Ça doit être pour se promener dans la ville, non (sourire) ? Non, la vérité c'est que votre question me surprend. Non, je ne sais rien de tout ça. Si vous me dites qu'il va visiter Barcelone ou qu'il y va en vacances, alors oui, c'est probable. Mais concernant votre question, je n'en sais rien", a déclaré le technicien argentin, visiblement pessimiste.

LEVERKUSEN XABI ALONSO CALME TOUT LE MONDE

Auteur d'un excellent début de saison, le Bayer Leverkusen est leader de Bundesliga avant la trêve internationale. Les supporters et les médias s'enflamment logiquement pour la séduisante équipe de Xabi Alonso, mais le technicien espagnol a tenu à calmer tout le monde après la victoire dans le derby face à Cologne (3-0) dimanche. "Nous sommes très satisfaits. Nous avons encore gagné, mais nous avons surtout très bien joué. Nous avons eu beaucoup d'occasions, et nous aurions même pu marquer davantage. Cinq ou six, peut-être, ce qui fait que je suis plus que convaincu par la performance de mes joueurs. Nous sommes sur une très bonne lancée, mais il convient de rester patients. Nous devons rester calmes. Si on continue comme ça, alors oui, on fera une bonne saison. Contre Cologne, c'était peut-être notre match le plus abouti. Mais il est encore trop tôt, nous n'avons joué que sept rencontres en championnat", a rappelé l'ancien milieu de terrain en conférence de presse.

BAYERN SANÉ N'EST PAS PRESSÉ DE PROLONGER

Étincelant cette saison, l'ailier Leroy Sané (27 ans, 7 matchs et 6 buts en Bundesliga cette saison) donne entière satisfaction au Bayern Munich. Le directeur sportif bavarois Christoph Freund aimerait déjà prolonger son contrat qui expire en 2025.

"Nous aurons des discussions dans les prochaines semaines, a annoncé le dirigeant à Sport1. Bien sûr, c'est un joueur exceptionnel et un joueur clé pour le Bayern. Donc ce serait sans doute bien s'il restait longtemps à Munich."

Mais d'après le média local, l'international allemand n'est pas pressé de prolonger. Sané préfère se concentrer sur sa saison... ou sur un départ l'été prochain ? C'était effectivement la tendance évoquée par le quotidien Bild (voir la brève du vendredi 6/10).

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL DK NEWS

Gérant Mourad Cherbal

Directeur de publication Smaïl Oulebsir

Directeur de la rédaction

Smaïl Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97 » FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59 E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Tebboune félicite la gymnaste Kaylia Nemour pour sa médaille d'argent aux Mondiaux de gymnastique

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a félicité, lundi, la gymnaste algérienne Kaylia Nemour, qui a décroché la médaille d'argent aux barres asymétriques aux Mondiaux de gymnastique d'Anvers (Belgique).

"Un grand bravo à l'étoile Kaylia Nemour, devenue vice-championne du monde de gymnastique. Je vous souhaite d'autres succès et réussites. Félicitations à vous et à l'Algérie", a écrit le président Tebboune sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.



DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Poursuite des efforts pour une justice moderne et indépendante (Benabderrahmane)

La Déclaration de politique générale du gouvernement, qui a été présentée ce mardi par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, devant l'Assemblée populaire nationale (APN), a mis en évidence les efforts de l'Etat visant à instaurer une justice moderne, indépendante et efficace. A cet effet, le document note que parmi les défis du gouvernement, figure notamment le renforcement de l'indépendance de la justice, ce qui constitue la pierre angulaire de la réforme judiciaire à même d'instaurer une justice moderne, indépendante et efficace, soulignant que la restauration de la confiance des citoyens envers le système judiciaire constitue un objectif fondamental de l'action du gouvernement qui reste tributaire de l'amélioration de la qualité de la justice rendue dans des délais raisonnables.

Il s'agit aussi de la facilitation de l'accès à la justice pour l'ensemble des citoyens, notant cet égard que la généralisation de la numérisation dans le secteur permettra l'amélioration des procédures judiciaires en offrant un traitement transparent et diligent des litiges.

Le document souligne également que l'amélioration du système pénitentiaire est un impératif permettant de favoriser la réhabilitation des détenus et de promouvoir leur réintégration dans la

société. A cet égard, l'action du gouvernement s'est articulée essentiellement autour de la poursuite de la mise en place du cadre législatif et réglementaire inhérent à la réforme profonde de la justice ainsi que l'installation des nouvelles instances instituées en vertu des dispositions constitutionnelles, à travers la promulgation entre autres d'une loi portant sur l'exercice de la profession d'huissier de justice, ainsi que la promulgation d'un décret présidentiel fixant les structures administratives relevant du Conseil supérieur de la magistrature et leurs missions. En plus de l'amélioration du cadre législatif et réglementaire, l'amélioration

de la qualité de la justice s'est traduite par la mise en place des nouvelles juridictions, à savoir six tribunaux administratifs et d'appel, afin de garantir le droit constitutionnel relatif au double degré de juridiction, ainsi que la mise en place de 12 tribunaux de commerce spécialisés.

Dans le but de renforcer la ressource humaine, 200 élèves magistrats ont été recrutés au titre de l'année 2022, en plus du lancement d'un programme pluriannuel exceptif de recrutement des magistrats visant à renforcer l'encadrement des juridictions avec le recrutement sur trois ans (2023-2025) de 1500 élèves-magistrats.

PALESTINE

Agressions sionistes : le siège total de Ghaza, interdit par le droit international (ONU)

Le siège total de la bande de Ghaza, annoncé lundi par l'occupation sioniste, est interdit par le droit international humanitaire, a rappelé l'ONU mardi. "L'imposition de sièges qui mettent en danger la vie des civils en les privant de biens essentiels à leur survie est interdite par le droit international humanitaire", a déclaré le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk dans un communiqué.

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a fait savoir lundi que plus de 137.000 Palestiniens de Ghaza ont trouvé refuge dans 83 de ses écoles, des chiffres susceptibles d'augmenter avec la poursuite des violents bombardements et des frappes aériennes sur les villes de l'enclave palestinienne menées sans interruption par l'armée d'occupation sioniste.

L'UNRWA a appelé à la protection des populations palestiniennes à tout moment et à un cessez-le-feu immédiat, soulignant la nécessité d'épargner à tout moment les écoles et autres infrastructures palestiniennes, y compris celles abritant des familles déplacées à la suite des violents bombardements de l'armée sioniste par air, par mer et par terre depuis samedi.

De son côté, le Programme alimentaire mondial (PAM) a exprimé dimanche sa "profonde inquiétude" face à la détérioration rapide de la situation dans les territoires palestiniens occupés et à l'impact de l'escalade sioniste sur les populations affectées, notamment à Ghaza.

L'agence palestinienne de presse Wafa a indiqué que les forces d'occupation sionistes ont poursuivi pendant la nuit de lundi à mardi le massacre de civils palestiniens dans la bande de Ghaza assiégée, avec des familles entières anéanties et enterrées sous les décombres de leurs maisons détruites par les bombardements aveugles en cours.

Le dernier bilan de ces agressions toujours en cours contre l'enclave palestinienne et la Cisjordanie occupée s'élève à au moins 704 martyrs et 3.900 blessés, selon Wafa. La résistance palestinienne a lancé samedi à l'aube, depuis Ghaza une opération baptisée "Déluges d'Al-Aqsa" en riposte aux crimes de l'occupation sioniste, ses exactions à l'encontre du peuple palestinien et les assauts répétés contre la Mosquée d'Al-Aqsa.

ALGÉRIE-PALESTINE

Attaf examine avec le ministre palestinien de la Solidarité la situation dans les territoires occupés

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a reçu, lundi, le ministre palestinien de la Solidarité et du Développement social, Ahmad Majdalani, en visite en Algérie, avec lequel il a examiné la situation dans les territoires palestiniens occupés, sur fond de la poursuite de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza.

Dans une déclaration à la presse

à l'issue de sa rencontre avec M. Attaf, le ministre palestinien a dénoncé le mutisme international, face à l'agression abjecte menée par l'occupation sioniste qui veut, selon lui "remodeler la région".

"La paix dans la région et la normalisation ne sauraient être une alternative à la paix palestinienne", a-t-il poursuivi, soulignant que l'entité sioniste "ne jouira pas de la stabilité, tant qu'elle recourt à la

force qui suscite une réaction encore plus forte. Celui qui aspire au changement devra changer sa politique", a-t-il observé.

Le ministre palestinien a salué la résistance du peuple palestinien qui "reste debout pour soutenir la population de Ghaza". Il a salué, en outre, la position de l'Algérie "claire et solidaire" avec la cause palestinienne, "comme à son accoutumée".

PATRIMOINE CULTUREL

L'Algérie récupère l'épée de l'Emir Abdelkader

L'ambassadeur de l'Algérie à Paris, Saïd Moussi, a remis à la ministre de la Culture et de l'Arts, Soraya Mouloudji, l'épée de l'Emir Abdelkader, une pièce archéologique à haute valeur historique qui était programmée à la vente aux enchères à Paris (France), indique un communiqué du ministère.

L'opération intervient dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le renforcement de la protection du patrimoine culturel national, la sau-

vegarde de la mémoire collective, et la restitution des biens culturels à l'étranger, précise la même source.

Mme Mouloudji a reçu, lundi au siège du ministère, l'ambassadeur d'Algérie à Paris qui lui a remis l'épée de l'Emir Abdelkader, une pièce archéologique à haute valeur historique qui était programmée à la vente aux enchères à Paris (France) et a été acquise en date du 8 octobre 2023 par les services de l'ambassadeur de l'Algérie à Paris en coordination étroite avec les services du ministère de

la Culture et des Arts, qui ont découvert l'opération de vente programmée à travers la cellule de veille créée récemment au niveau du ministère, pour le suivi et la restitution des biens culturels nationaux à l'étranger, souligne le communiqué.

La restitution de cette pièce archéologique s'inscrit dans le cadre de l'application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a insisté sur la nécessité de renforcer la protection du patrimoine culturel national, préserver la mémoire collective et de

veiller à la restitution des biens culturels à l'étranger pour leur valorisation.

D'une longueur de 107 cm, l'épée fabriquée en argent est datée 1808-1883. Cette épée et ses documents seront conservés dans les collections muséales nationales, pour être exposés avec les autres artefacts archéologiques et artistiques récemment récupérés grâce à une coordination étroite entre le ministère de la Culture et des Arts et les différentes représentations diplomatiques algériennes à l'étranger.

PÉTROLE

L'Opep prévoit une hausse continue de la demande

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) estime que la demande globale de pétrole va continuer à augmenter jusqu'à 2045, à un niveau bien supérieur à ce qu'elle avait envisagé précédemment, selon l'édition 2023 de son rapport sur les perspectives de la demande pétrolière mondiale publié lundi.

"Notre scénario de référence voit la demande de pétrole atteindre 116 millions de barils par jour (mb/j) d'ici 2045, soit environ 6 mb/j de plus" sur la période que dans une précédente estimation de 2022 (109,8 mb/j), "et avec le potentiel d'être encore plus élevée", a indiqué le secrétaire général de l'organisation, le Koweïtien Haitham Al Ghais.

"Ce qui est clair, c'est que le monde continuera à avoir besoin davantage d'énergie dans les décennies à venir", a-t-il notamment souligné dans le préambule de ce rapport. La demande dans les prochaines décennies sera tirée par les pays non membres de l'OCDE avec l'Inde comme principal moteur, alors qu'elle déclinera à partir de 2025 dans la zone OCDE, selon l'Opep. L'organisation prévoit une hausse de 16,5% de la demande de pétrole d'ici 2045 par rapport à 2022 (99,6 mb/j). Dans le détail, elle bondirait à 106,1 mb/j en 2025, 112 en 2030 avant de connaître une hausse plus modérée à partir de 2035, passant de 114,4 mb/j à 116 mb/j en 2045. Les prévisions de l'Organisation se fondent sur un scénario de référence qui repose sur "une approche réaliste de la demande énergétique dans son ensemble et de la demande pétrolière", en soulignant qu'"il n'existe pas de solution unique pour répondre à la croissance mondiale des besoins en énergie", au moment où l'électricité solaire et l'électrification des voitures connaissent un essor considérable.

Pour l'Opep, la demande pétrolière ne pourra être comblée qu'au prix d'investissements dans le secteur pétrolier d'ici 2045 estimés à 14.000 milliards de dollars, soit environ 610 milliards de dollars en moyenne par an. "C'est bénéfique à la fois pour les producteurs et les consommateurs", a assuré Haitham Al Ghais.